

Economie+ Gabon

& BUSINESS FINANCES

Durban-Libreville, un jumelage de raison

Lire p. 4

LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION - LE PÉRIODIQUE DES DIRIGEANTS ET LEADERS D'OPINION

L'ESSENTIEL

LASER

Expo Yeosu 2012 :



les yeux rivés sur l'océan

Les technologies et innovations liées à l'environnement océanique sont au cœur de l'expo Yeosu 2012, qui se déroule du 12 mai au 12 août prochain en Corée du Sud. Un événement au sein duquel le Gabon pourra réitérer son engagement en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable.

Lire p. 8

RENCONTRE

Victoire Amogho Matope



L'idée reçue du « sexe faible » a souvent de quoi être mise à mal... Face aux courants parfois contraires, Victoire Amogho Matope a su garder le cap pour

maintenir à flots Mozaïk, l'agence de communication qu'elle a créée. Portrait d'une femme exemplaire, qui avance avec la foi chevillée au corps.

Lire p. 12

EMPLOI / FORMATION

Le cycle préparatoire de BBS

L'accès aux formations d'excellence n'est pas toujours ouvert aux bénéficiaires du seul baccalauréat, et cette réalité empêche certains candidats d'exploiter un potentiel dont la société civile aurait pourtant bien besoin. Une anomalie qui devrait être compensée par l'ouverture, à la rentrée prochaine du cycle préparatoire de BGFI Business School.

Lire p. 22

SECTEUR



BTP, le défi de la qualité

L'heure de la revanche a sonné pour le secteur du BTP gabonais. Après une décennie 2000 où son image de marque a pu être décriée, la mise en place de l'Agence nationale des grands travaux va lui permettre de coller aux normes attendues dans le cadre du plan national de plan de développement infrastructurel.

Lire p. 26

1 000 FCFA

Dossier

Pétrole & gaz

Cap sur la valeur ajoutée !

Alors que les ressources pétrolières ont amorcé un déclin à la fin des années 1990, tous les espoirs se placent aujourd'hui du côté de l'exploitation en mer. Quant au secteur gazier, il est appelé à devenir un levier important du tissu socio-économique. Le point sur ces deux axes forts du secteur énergétique gabonais.

Lire p. 14

Coca-Cola

Ouvre du bonheur

UN MILLIARD DE RAISONS DE CROIRE EN AFRIQUE

EDITO

Impermanence. Il en va du destin des Etats comme de toutes les formes d'existences. Une réalité qui s'applique aussi au Gabon, surfant naguère sur une manne pétrolière qui, à l'aube du nouveau millénaire, a commencé à se tarir. Les tréfonds de la terre gabonaise donnant des signes de lassitude, c'est aujourd'hui vers le large que les espoirs reposent. Une conviction partagée par de nombreux investisseurs qui ne sont pas restés sourds à l'appel d'offres lancé en mars 2010 – avant qu'il ne se transforme en négociation de gré à gré – par l'Etat gabonais, pour 42 blocs pétroliers en eaux profondes et ultra-profondes. Pour autant, la politique de diversification de l'économie, rendue nécessaire par cette raréfaction pétrolière, ne saurait être remise en question. D'abord parce que les coûts d'exploitation inhérents à l'activité en off-shore sont tels que la rentabilité qui en découle en sera forcément affectée. D'autre part parce que des périodes de doute naissent toujours des lendemains féconds. Investissements dans la production gazière et hydroélectrique, développement de l'exploitation locale du bois, émergence d'une véritable classe d'exploitants agricoles gabonais, promotion des énergies renouvelables, ancrage dans la préservation de l'environnement, essor du tourisme « vert »... Non exhaustives, voilà autant de conséquences vertueuses engendrées par cette nouvelle donne pétrolière. L'or noir demeure toutefois un grand contributeur aux ressources de l'Etat, au PIB national et à la balance commerciale. Un atout de poids qui suppose un lifting de son environnement administratif et un ajustement aux normes d'exploitation internationales. A cet effet, le nouveau Code des hydrocarbures et l'avènement de la nouvelle société nationale du pétrole sont attendus impatiemment. De même, du côté des citoyens gabonais, que des programmes de formation qui permettront aux travailleurs nationaux de prendre toute leur place dans les postes à responsabilité. Car si l'avenir est en marche, il n'en sera que plus beau s'il est porté par les siens...

JOHANN FREIXAS

Sommaire



Laser

Durban-Libreville, un jumelage de raison	p. 4
L'OPG tisse sa toile à Libreville	p. 5
Les élections législatives françaises, 10 ^e circonscription	p. 6
Expo Yeosu 2012 : les yeux rivés sur l'océan	p. 8
Internet, la révolution numérique en marche ?	p. 9
Le port d'Owendo en pleine mutation	p. 11

Rencontre

Victoire Amogho Matope, la victoire de Mozaïk	p. 12
---	-------

Dossier

Pétrole et gaz : cap sur la valeur ajoutée !	p. 14
Entretien avec Pierre Reteno N'Diaye, DG de la Sogara	p. 17

Emploi/formation

Le nouveau cycle préparatoire de BBS, une ambition d'excellence	p. 22
---	-------

Secteur

Le défi de la qualité	p. 26
Entretien avec Henri Ohayon, DG de l'Agence nationale des grands travaux	p. 29

Immobilier

Folly Koussawo, fondateur associé de Trianon Homes International	p. 30
--	-------



Retrouvez-nous sur
www.economie-gabon.com

BOUTIQUE
MONTÉE HAUT DE GUÉGUÉ
Avant le Spa Yacine

CONTACT +241 04 20 46 59
+241 04 64 73 98

RÉDACTION

Rédacteur en chef : Johann Freixas
+241 07 97 02 55 - jfreixas@economie-gabon.com

Secrétaire général de la rédaction :
Didier Bras

Directeur artistique : Jean-Noël Dubois
Maquette : Charles Sibert

Webmaster : Prune Pont-Benoit

Ont participé à ce numéro :
Diego Essandone, Johann Freixas, William Ivala, Stevie Mounombou, François Njombi, Antoine Oro Enita.

GESTION ET ADMINISTRATION

Directeur de la publication :
Stevie Mounombou

Assistante administrative et commerciale :
Rebecca Ntsame - Tél : 44 11 62
ntsame@economie-gabon.com

Co-gérant :
Philippe Chandezon - pchandezon@yahoo.fr

Régie internationale :
MOBILITY MEDIA AGENCY : +33 6 83 14 43 08

INFORMATIONS LÉGALES

MOBILITY MEDIA AFRICA : Sarl au capital de 20.000.000 FCFA - RCM N°2010B09428 - Numéro statistique : 071619 R -
Siège social : immeuble BICP, BP 4562 Libreville Gabon - Editeur de : ECONOMIE GABON + - Bénéficiaire de déclaration de
constitution d'un organe de presse : N°0165/MCPEN/SG/DCOM du 3 Juin 2010 - Site Internet : www.economie-gabon.com
Impression : Multipress Gabon, BP 3875 - Libreville - Tirage : 10 000 exemplaires.

Durban-Libreville, un jumelage de raison



En marge de l'accord de jumelage entre Libreville et Durban signé en avril dernier, les opérateurs économiques gabonais et sud-africains se sont retrouvés dans la capitale gabonaise à l'initiative de la Chambre de commerce du Gabon. Il s'agissait de jeter les bases des partenariats entre les promoteurs des deux villes.

Du 23 au 27 avril derniers, la Chambre de commerce du Gabon a rayonné de couleurs arc-en-ciel avec la rencontre des opérateurs sud-africains et gabonais, à l'occasion du jumelage des villes de Libreville et de Durban, signé entre les autorités municipales de ces deux villes. Si le but de cette rencontre était de permettre à ces opérateurs économiques de se connaître et d'échanger davantage afin de monter des partenariats d'affaires, en filigrane, l'objectif cet échange était de promouvoir le Gabon aux investisseurs sud-africains. « Comme il est de coutume, les grandes municipalités souvent signent entre elles des protocoles de jumelage des villes. Nous avons voulu, avec l'accord des autorités gabonaises et sud-africaines, aller au-delà d'une simple signature de jumelage. Derrière cette cérémonie, il y a, il faut le dire, une connotation affaires, de business. Le maire de la ville de Durban n'est pas venu à Libreville pour la signature seulement. Mais en même temps, il est venu avec une délégation d'hommes d'affaires sud-africains. C'est en cela que nous, en tant que chambre de commerce, nous avons été impliqués dans cette organisation pour qu'au-delà du discours politique, nous puissions bâtir des relations fortes avec la ville de Durban qui est une grande métropole économique », a déclaré Jean Baptiste Bikalou, président de la Chambre de commerce.

« C'est un événement important quand nous connaissons la puissance économique de l'Afrique du sud dans notre continent. Comme le Gabon a l'ambition d'être un pays émergent d'ici 2025, avant d'aller loin, il faut avoir des modèles sur le plan

de l'émergence et autant aller chez nos voisins immédiats. Pour les hommes et femmes d'affaires que nous sommes, toute occasion est bonne à prendre pour faire des affaires. Comme l'ont souhaité les autorités gabonaises, il faudrait que les rencontres B to B entre hommes d'affaires sud-africains et gabonais aboutissent à quelque chose. Qu'on ne s'arrête pas uniquement aux déclarations de bonne intention, mais que nous puissions réellement construire des affaires ensemble », a-t-il poursuivi. Un échange qui a permis de dégager quelques pistes d'investissements des opérateurs du pays premier producteur mondial de manganeuse. « Les principaux domaines d'ac-

tivités qui nous intéressent sont l'énergie, l'agriculture, l'hôtellerie, les transports, et l'aménagement », a d'ailleurs affirmé Thami Manyathi, responsable des Transports à la municipalité de Durban.

L'alliance des affaires et de la culture
Cette « opération de charme » a été renforcée par un véritable marathon qui a respectivement conduit les opérateurs sud-africains à Okolassi, à 35 km de Libreville, où l'entreprise EDF Tutelec construit actuellement une usine fabrication de transformateurs électriques et de lampes LED ; à l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), au port d'Owendo et sur le site

de la Zone économique spéciale de Nkok. Dans le cadre du projet de Marina du Gabon, les opérateurs de la nation arc-en-ciel ont également rencontré les responsables de l'agence immobilière Alliance. Ce jumelage Libreville-Durban a donné lieu, une semaine durant, à une mini-foire où les Librevillois ont découvert les multiples facettes de la culture durbanaise à travers l'art culinaire, artistiques, les danses, les chants, mais aussi les croyances et savoirs médicaux ancestraux. « La culture est un facteur de compréhension et de rapprochement des peuples. Nous sommes bien ici pour célébrer le rapprochement de nos deux cités, mais aussi et surtout œuvrer pour le rapprochement des hommes à travers les expressions culturelles des habitants de nos deux cités respectives », a affirmé Jean-Jacques Kangué, 1^{er} maire-adjoint de la commune de Libreville. « La motivation est réelle et tout sera mis en œuvre pour faciliter le jumelage des deux villes », a renchéri Nomvuzo Shabalala, maire-adjoint de la commune de Durban, précisant que sa délégation est venue avec beaucoup des projets porteurs de développement.

Une porte ouverte sur l'océan Indien

Située sur la côte est de l'Afrique du Sud, dans la province du KwaZulu-Natal, la ville de Durban est, avec plus de 1,1 million d'habitants (2007), l'une des plus peuplées d'Afrique du Sud. En 2000, elle a intégré la municipalité d'ethekweni pour former une métropole qui compte plus de 3,5 millions d'habitants et contribue à 60% de l'activité économique de la province. Dans la décennie précédant la crise économique, de 1998 à 2008, la ville a connu une forte croissance, tant sur le plan de l'urbanisation que dans les secteurs des petites industries, de l'industrie manufacturière ou du tourisme. Au cœur de la ville, le port de Durban a connu lui aussi une forte croissance (+ 150% dans le trafic de conteneurs entre 1995 et 2005). Il est le premier port sud-africain pour le conteneur (il traite les deux tiers du trafic du pays), les vrac liquides et les voitures. Il contribue à la fois au dynamisme économique de la région de Durban, mais il est aussi le débouché maritime naturel de la région du Gauteng, le principal hub économique d'Afrique du Sud avec sa capitale Johannesburg.

STEVIE MOUNOUBOU



ZOOM SUR L'ORGANISATION PATRONALE GABONAISE

L'OPG tisse sa toile à Libreville

Créée en octobre 2009 à Port-Gentil, l'Organisation patronale gabonaise (OPG) a inauguré en mars dernier son siège au quartier Sobraga de Libreville avec l'ambition d'étendre son action dans la capitale gabonaise. En ligne de mire, la promotion des PME gabonaises, confrontées à des difficultés d'accès aux marchés publics et de sous-traitance, et affectées par le manque de soutien du secteur bancaire.

Jusqu'à présente uniquement à Port-Gentil, l'Organisation patronale gabonaise (OPG) renforce sa présence sur le territoire national en s'installant à Libreville. Pour les PME de la capitale, c'est une belle opportunité de se fédérer au sein de cette organisation, créée en octobre 2009 par le docteur Emmanuel Eyéghé, afin de faire face aux difficultés qui sont les leurs. Cette organisation se définit en effet comme une plate-forme de rencontre et de réflexion, de concertation et de proposition, de projet et de mobilisation. Ses objectifs ? Participer à l'éclosion d'une classe d'entrepreneurs gabonais ; représenter les intérêts des PME gabonaises auprès des pouvoirs publics ; les accompagner à chaque étape de leur développement en leur fournissant une information adaptée et de qualité ; promouvoir la formation des collaborateurs et de futurs dirigeants dont auront besoin ces PME ; et enfin étudier toutes les mesures susceptibles d'être soumises aux autorités politiques et administratives concernant les besoins des activités de ses adhérents.

Un credo : promouvoir l'esprit d'entreprise

« Dans notre pays, les PME bénéficiant le plus des marchés publics et privés sont celles détenues et dirigées par les immigrants. Cet état des choses crée des frustra-

tions parmi nos compatriotes qui vivent très mal leur marginalisation », déplore Emmanuel Eyéghé, avant d'ajouter que « notre pays ne sera respecté que si les Gabonais se révèlent compétitifs. Notre pays ne sera crédible que si les pouvoirs publics savent faire respecter les dispositions légales et réglementaires. Comme le stipulent nos statuts, notre objet consiste, entre autres, à faire la promotion de la PME gabonaise. C'est ainsi que nous avons rencontré régulièrement les membres du gouvernement pour leur rappeler sans cesse les difficultés spécifiques des PME de Gabonais, afin de trouver avec eux une solution au lancinant problème du financement de ces dernières ». L'OPG entend ainsi favoriser l'émergence d'une classe d'hommes d'affaires gabonais plus entrepreneurs, plus orientés vers le secteur privé. Mais pour y arriver, il est clair que l'Etat doit jouer sa partition pour « accélérer les réformes sectorielles, renforcer les politiques d'appui aux entrepreneurs et leur faciliter les formalités administratives », espère Rodrigue Onounga, membre de l'OPG et patron de la SARL Source, spécialisée dans l'eau et l'électricité.

Des conditions d'adhésion rigoureuses

En bientôt trois années d'existence, l'OPG compte une quarantaine d'entreprises di-



rigées par des Gabonais, tous secteurs d'activités confondus ; soit 900 emplois locaux pour un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs CFA. Par ailleurs, ce regroupement patronal accorde une attention particulière aux modalités d'adhésion. En effet, explique Rodrigue Onounga, « il a souvent été reproché aux entreprises gabonaises leur manque de sérieux dans un certain nombre d'éléments. A ce titre, avant de faire adhérer une entreprise, nous vérifions que l'entreprise existe bel et bien, qu'elle possède un siège localisable, et si elle paye régulièrement ses impôts et autres taxes ». Ce n'est qu'à ce « prix » que le nouvel adhérent est « accepté », sous condition de s'acquitter de ses cotisations au sein de l'OPG et du versement d'un forfait d'adhésion. « Les entreprises qui ne remplissent pas ces préalables sont considérées comme des sympathisants car nous avons également un devoir d'encadreur, de guide. Par ailleurs, les frais d'adhésion sont fixés à 100 000 francs CFA, et chaque entreprise cotise mensuellement un montant qui est le même pour tout le monde », a indiqué Rodrigue Onounga.

Une ambition : devenir un interlocuteur de premier plan

Après l'Estuaire avec Libreville, l'OPG a déjà les yeux rivés vers le Woleu-Ntem et le Haut-Ogooué où elle devrait poser

ses valises afin de faciliter l'accès de ses membres aux marchés publics, aux financements bancaires et au marché de la sous-traitance. Sur la première problématique par exemple, les membres de la plate-forme prennent une part active, au sein de la Chambre de commerce, à la modification du code des marchés publics. « Nous commençons à nous faire entendre. Nous discutons également avec les banques qui sont prêtes à nous accompagner sous certaines garanties. A ce sujet, nous discutons avec le gouvernement pour la mise en place d'un fonds de garantie pour les PME locales », a expliqué le patron de la SARL Source. De belles démarches en perspectives, dont l'aboutissement serait un véritable levier pour l'épanouissement des PME locales, facteur incontournable du développement économique du pays.



STEVIE MOUNOUBOU

Soleil Sucré
By Elisa

G.C MBOLO, LIBREVILLE - BOULEVARD TRIOMPHAL
TEL: 72.61.19/13

ELECTIONS LÉGISLATIVES FRANÇAISES, 10^e CIRCONSCRIPTION

Une grande première pour les Français de l'étranger !

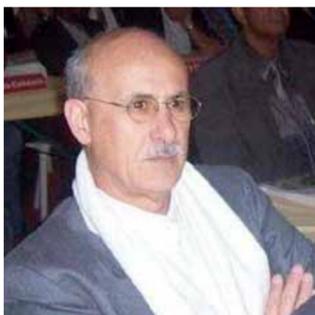


Pour la première fois, les Français de l'étranger sont appelés aux urnes pour élire 11 députés au sein de leur Assemblée nationale, les 3 et 17 juin prochains. A ce titre, nous nous intéressons particulièrement à cette 10^e circonscription qui regroupe 49 pays dont le Gabon. Nous vous présentons, par ordre alphabétique, les candidats qui briguent cette investiture.

Les favoris

JEAN-DANIEL CHAOUÏ, Parti socialiste (PS)

Installé à Tananarive depuis septembre 2003, Jean-Daniel Chaoui est né le 6 juin 1947 à Rochefort-sur-Mer. Fort d'une activité professionnelle dans l'enseignement et la formation, il a travaillé au Malawi, en Ethiopie, à Madagascar et au Gabon. Il est actuellement membre du Conseil fédéral de la Fédération socialiste des Français de l'étranger (FFE), président de l'Union des élus socialistes et républicains à l'étranger. Conseiller élu de l'AFE depuis 2009, le candidat veut parachever la représentation politique des Français à l'étranger, exiger un réseau consulaire de « service public », redonner au ministère des Affaires étrangères les moyens financiers et humains pour répondre à cette exigence, maintenir et développer un réseau des établissements scolaires français de qualité, développer une vraie politique sociale et promouvoir une



politique de formation professionnelle et d'aide à l'emploi auprès des jeunes.

www.ps10-circons2012.blogg.org

JEAN-PIERRE PONT, indépendant

Le troisième homme qui pourrait bien créer la surprise. Sa candidature est celle d'un homme de terrain qui a vécu de nombreuses années au sein de plusieurs pays de cette circonscription. Expert en mobilité internationale, il a notamment créé le magazine *Vivre à l'étranger*, qui reste à ce jour la référence en matière de conseils à l'expatriation. Il a en outre publié de nombreux ouvrages sur cette problématique et est régulièrement consulté par les médias nationaux et internationaux pour son expertise en la matière, notamment à l'antenne de France Info et auprès de TV5. Il peut également s'appuyer sur une excellente connaissance des pays d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient. Son programme repose sur des engagements tangibles en matière d'accès à l'emploi, d'éducation, de protection sociale, de réforme de l'administration consulaire, d'aide à la création d'entreprise, de sécurité, de fiscalité, de

défense de la binationalité, de culture et de communication. Ardent défenseur du pacte républicain, sa démarche se distingue par une approche pragmatique des problèmes.

www.jeanpierrepont2012.fr



ALAIN MARSAUD, Union pour un mouvement populaire (UMP)



Investi par son parti à la surprise générale au détriment de Jacques Godfrain, ancien ministre de la Coopération, et de Xavier Desplanques, Alain Marsaud a mené une carrière judiciaire et administrative avant de devenir député de la Haute-Vienne de 1993 à 1997, puis de 2002 à 2007. Ancien chargé d'enseignement à HEC, il a été,

de 1997 à 2002, directeur général adjoint du pôle « eau » de la Compagnie générale des eaux et directeur de l'analyse et de la prospective de Vivendi Universal. Il est actuellement membre du Conseil d'administration de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Son programme est axé autour de cinq priorités : uniformiser la qualité des services consulaires, poursuivre l'amélioration de l'accès à l'éducation, renforcer la sécurité de l'ensemble des Français résidant hors de France, assurer un droit aux soins et à protection sociale et accompagner les Françaises et les Français souhaitant revenir en métropole.

www.marsaud-expats-2012.fr/2012

Les outsiders

SALIHA AYADI, Parti radical de gauche (PRG)

Franco-Algérienne née le 19 septembre 1969 et ayant travaillé à la ville de Saint Dizier, Saliha Ayadi est élue depuis 2001 en tant que conseillère municipale de cette ville. Membre du Parti radical de gauche depuis 2003, elle est présidente régionale du PRG en Champagne-Ardenne et membre du bureau national. En 2007, a été candidate du groupe PS/PRG aux élections législatives. Elle a également été militante au sein de plusieurs associations de défense des droits des chômeurs (MAS/MCP) et de l'association Dounia qui est engagée dans la défense des droits des femmes. C'est donc forte de cette expérience que la direction nationale du PRG lui a fait confiance pour porter ses valeurs de laïcité, de justice sociale, de fraternité et d'humanisme dans le cadre de ces élections législatives.



www.salihaayadi2012.over-blog.com

AXELLE BRÉMONT-BELLINI, Front de Gauche

Née dans les Yvelines le 19 avril 1993, Axelle Brémont-Bellini, qui parle couramment arabe, poursuit des études d'égyptologie et d'anthropologie du monde arabo-musulman et de l'Afrique. Vivant au Caire, en Egypte, elle milite au Front de gauche depuis sa création, et depuis cinq ans au Mouvement des jeunes communistes, où elle a été responsable de la communication. Son engagement s'est constamment orienté vers le bien-être social, la défense des valeurs de tolérance, d'égalité et de liberté car, pour elle, la politique doit avant tout avoir pour but de garantir des droits à la population. Elle soutient par ailleurs qu'aucun candidat ne devrait se présenter sans avoir personnellement vécu à la fois les enjeux locaux de sa circonscription et les conditions de vie très spécifiques de l'expatriation.



<http://fr-fr.facebook.com/elections>

François Bridon, indépendant



Né de père français et de mère camerounaise, François Bridon a fait ses études au Cameroun, au Gabon et en Côte d'Ivoire. Diplômé de l'Ecole nationale supérieure de police de Toulouse, le candidat parle quatre langues africaines. Actuellement retraité, il est agriculteur au Cameroun (cacao, hévéa). Il cumule également les fonctions de président de l'association humanitaire Tendre la main et de l'association culturelle française Francophonie et Nouveaux Horizons. Il n'en est pas à sa première expérience électorale puisqu'il a été candidat aux dernières élections sénatoriales, représentant les Français à l'étranger en septembre 2011. Il considère notamment que « la France devra, à l'ère de la mondialisation marquée par la prise de conscience des Africains, continuer les missions qu'elle s'est données auprès de ces derniers dans les domaines sanitaire, éducatif, économique et sécuritaire ».

www.lepetitjournal.com/articles-elections/104875-presentation-de-francois-bridon.html

Patricia Elias Smida, indépendante

Avocate en droit international, droit français, anglo-saxon et droit des pays arabes, Patricia Elias Smida a dirigé le service juridique du Système d'arbitrage des chambres de commerce euro-arabes à Paris. Cofondatrice de la Revue *d'actualité juridique de l'arbitrage*, elle a participé à la création du Forum euro-arabe pour l'arbitrage et le droit des affaires. Elle intervient en tant que consultante sur une chaîne de télévision française d'informations tournée vers l'Afrique et le Moyen-Orient. Elle souhaite défendre les droits des Français de l'étranger en proposant la création d'un statut qui leur serait propre. Elle veut également promouvoir une retraite digne pour les Français ayant cotisé longtemps depuis l'étranger et la création d'un fonds d'entraide pour ses concitoyens lorsqu'ils sont touchés par des événements politiques importants dans leur pays d'accueil.



www.eliasmida.fr

François Kahn, Alliance républicaine, écologiste et sociale (Ares)

A 50 ans, il a fourni en matériel médical des hôpitaux en Afrique et au Moyen-Orient pendant toute sa carrière professionnelle. Il s'engage en politique en 2005, où il rejoint l'Union pour la démocratie française (UDF) pour la présidentielle de 2007, avant de créer en 2010 la Fédération du Nouveau Centre au Liban. François Khan centre son positionnement sur les valeurs qu'il défend : l'humanisme, la responsabilité et la liberté, le pacte républicain, l'économie et le progrès social, la laïcité et le travail. Selon son programme, le candidat entend favoriser la cohésion et la justice sociale, être le porte-parole de ses compatriotes de l'étranger, défendre la double nationalité et l'égalité des chances, encourager le lien social, accorder une place de choix à l'écologie et faciliter le fonctionnement avec les institutions.

www.francoiskahn.com



Actuellement cadre administratif dans la coopération internationale en Ethiopie, Lucien Bruneau est né en 1977 à Pessac (Gironde). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Rennes et de l'université d'Exeter (Royaume-Uni), il a également étudié à Bordeaux, Marburg (Allemagne) et Poznan (Pologne), avant d'adhérer à Europe Ecologie-Les Verts en 2000. Ses années passées à l'étranger l'ont rapproché naturellement de Français du monde. Il est aujourd'hui administrateur national de l'Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE), reconnue d'utilité publique. Le candidat écologiste a axé sa communication sur les grandes problématiques écologiques, dont le changement climatique et sur l'amélioration des politiques à destination des Français expatriés.

www.lucienbruneau2012.fr

Francis Maginot, Front national (FN)



Francis Maginot est ingénieur en télécommunications et travaille à présent sur de nombreux projets d'énergies nouvelles. Expert international, il est spécialisé en géopolitique et ses fonctions l'ont conduit à parcourir le monde. Il a vécu plus de vingt ans hors de France. Pour son programme, celui qui a vécu presque deux décennies de vie en Afrique subsaharienne, dont cinq ans à Antsirabe, et qui peut s'appuyer sur une centaine de militants actifs, a notamment mis en avant la nécessité d'une sécurité médicale des Français de l'étranger, avec entre autres la mise en place de structures médicales légères dans les ambassades au profit des ressortissants français. Ces dernières seront chargées d'assurer les urgences, de réorienter le patient vers les infrastructures locales, ou au besoin de décider d'une évacuation sanitaire.

www.lepetitjournal.com/?option=com_content&view=article&id=101563&Itemid=1514

GUY MAKKI, divers droite (DVD)



Consultant en finances et conseiller élu de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE), Guy Makki est diplômé en sciences politiques et en sciences économiques. Il a passé plus de quarante ans au sein du groupe Paribas au Liban, puis à Paris, et enfin à Dubaï. Gaulliste de cœur, né le 22 septembre 1945 à Habbouche, au Liban, il a notamment milité au sein du Rassemblement pour la République (RPR) puis au sein de l'UMP où il est délégué pour les Emirats Arabes Unis. Guy Makki entend mettre l'accent sur la défense de la binationalité, la protection des biens et des personnes pour les expatriés, la défense d'un système fiscal juste pour les Français vivant hors de France, la simplification des démarches administratives, et veut contribuer au rayonnement culturel de la France par le biais de la Francophonie et du savoir-faire français en matière d'enseignement.

www.lepetitjournal.com/?option=com_content&view=article&id=97997&Itemid=1514

Marcel Misslin de Robillard, indépendant

Franco-Mauricien originaire d'Alsace, Marcel Misslin de Robillard est expatrié depuis plus de vingt ans dans divers pays de la 10^e circonscription des Français de l'étranger. Ce candidat issu de la société civile est notamment administrateur de la Fondation Edwin-de-Robillard. Marcel Misslin de Robillard souligne les soutiens dont il bénéficie dans tous les pays où il a séjourné, au Gabon, en Centrafrique, en Guinée équatoriale, à Madagascar, au Tchad, au Cameroun et aujourd'hui à l'île Maurice. Il considère en outre qu'« il faut considérer ce formidable événement, ou les Français de l'étranger seront courtisés comme jamais, comme une opportunité pour apporter de nouvelles ambitions pour notre communauté ».



www.francosphere.info

STEVIE MOUNOUBOU

LA 10^e CIRCONSCRIPTION

AFRIQUE DU SUD, ANGOLA, ARABIE SAOUDITE, BAHREIN, BENIN, BOSTWANA, BURUNDI, CAMEROUN, COMORES, CONGO, DJIBOUTI, EGYPTE, EMIRATS ARABES UNIS, ERYTHREE, ETHIOPIE, GABON, GHANA, GUINEE EQUATORIALE, IRAK, JORDANIE, KENYA, KOWEIT, LESOTHO, LIBAN, MADAGASCAR, MALAWI, MAURICE, MOZAMBIQUE, NAMIBIE, NIGERIA, OMAN, OUGANDA, QATAR, REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, RWANDA, SAO TOME-ET-PRINCIPE, SEYCHELLES, SOMALIE, SOUDAN, SOUDAN DU SUD, SWAZILAND, SYRIE, TANZANIE, TCHAD, TOGO, YEMEN, ZAMBIE, ZIMBABWE.



DÉVELOPPEMENT DURABLE

Expo Yeosu 2012 : les yeux rivés sur l'océan

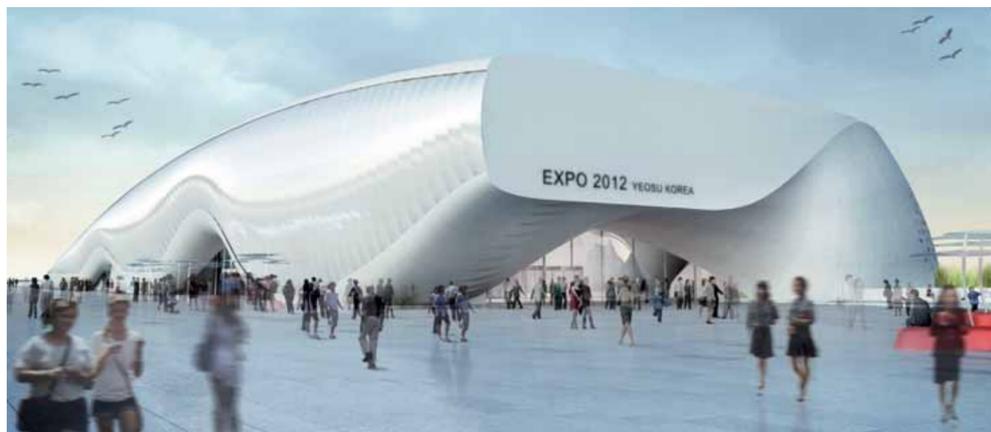
Fortement engagé dans son programme de valorisation de ses ressources naturelles, le Gabon va pouvoir se positionner comme un acteur de choix au sein de cette exposition qui sera déclinée sur le thème : « Pour des côtes et des océans vivants : diversité des ressources et activités durables ». Le Commissariat national « Gabon Expo-Yeosu 2012 » a ainsi été officiellement présenté le 12 avril dernier au ministère des Affaires étrangères en vue de soutenir la République de Corée dans l'organisation de cette importante manifestation. Une structure placée sous l'autorité d'un commissaire national, assisté du personnel permanent chargé de l'appuyer au quotidien et de membres non permanents (représentants de la présidence, de la primature, de la chambre de commerce, etc.). « L'exposition internationale de Yeosu émane de la volonté personnelle du chef de l'Etat, Ali Bongo, qui a bien voulu, au regard des enjeux de cette exposition, aligner ce projet au rang des actions stratégiques de la coopération bilatérale entre le Gabon et la Corée du Sud », a expliqué Sosthène Ngokila, secrétaire général adjoint du ministère susmentionné, soulignant que « le niveau actuel de préparation du Gabon constitue un gage de réussite ».

Une préoccupation première pour le Gabon

Selon Sosthène Ngokila, le thème retenu à l'occasion de ce rendez-vous international a pour objectif « d'éveiller la conscience de l'humanité sur l'importance des océans et des côtes qui sont aujourd'hui menacés. Cette exposition sera donc l'occasion de bâtir un environnement où la nature et l'être humain, les pays développés et ceux en voie de développement, la génération actuelle et les générations futures pourront prospérer ensemble tout en assurant un juste équilibre entre la préservation et le développement ». Toute chose qui cadre avec l'engagement du Gabon dans la protection de l'environnement et le développement durable. En effet, le pays ne pouvait rester insensible face à la thématique soulevée par cette rencontre dans la mesure où les côtes et les espaces maritimes gabonais sont en proie aux phénomènes de dérèglement climatique qui affectent « les réalisations infrastructurelles aussi bien publiques, que celles des opérateurs économiques et portuaires ». Outre le thème central, Bertrand Bekale Meviane, directeur général du Droit de la mer et représentant du Commissariat national, a également procédé à la présentation du sous-thème national qui sera défendu par le Gabon lors de ces assises, et qui porte sur « l'aménagement côtier et maritime pour un développement durable ».

Une participation sous-tendue par quatre objectifs

Avec plus de 800 km de littoral, le Gabon regorge des ressources marines appréciables dont la mise en valeur est profitable au développement du pays et à l'épanouis-



L'expo Yeosu 2012, qui se déroule du 12 mai au 12 août prochain en Corée du Sud, constitue un événement majeur dans le domaine des technologies et innovations liées à l'environnement océanique. Huit millions de visiteurs, cent pays et dix organisations internationales prendront part à ce rendez-vous international qui va permettre une mise en valeur des potentialités du Gabon, notamment dans le secteur touristique.

sement de sa population. « La vision prospective du président de la République veut que le développement du Gabon intègre les standards internationaux », a rappelé Sosthène Ngokila, d'où le choix de ce sous-thème. De manière générale, la participation du Gabon à cette manifestation internationale sera essentiellement axée sur quatre piliers : une exposition thématique avec le thème national susmentionné ; la promotion économique du Gabon à travers la mise en place d'une plate-forme de communication présentant les potentialités économiques nationales et les entreprises qui exercent dans le pays ; la promotion de la culture nationale à travers un stand et la promotion de la destination Gabon en matière de tourisme et d'économie. Yeosu 2012 sera marqué par deux temps forts, avec dans un premier temps l'adoption de la « Déclaration de Yeosu » visant à consolider la coopération internationale pour la préservation des mers et des océans et, dans un second temps, la préservation du « Projet Yeosu », devant contribuer au bien-être de l'humanité à travers la résolution des problèmes liés à la dégradation de l'environnement maritime.

Une vitrine de choix pour le pays du Matin calme

Dans ce grand programme, le Gabon entrera en scène le 6 juillet prochain, en vue

de présenter au mieux ses potentialités économiques, culturelles et touristiques. L'océan et le littoral sont des réservoirs de ressources et d'activités pour l'humanité qu'il faut préserver. L'enjeu est donc de retrouver l'équilibre entre préservation et développement. Un exercice d'équilibriste où le Gabon, moteur dans la préservation des forêts, peut aussi donner l'exemple.

STEVIE MOUNOMBOU



INTERNET

La révolution numérique en marche ?

L'amélioration des débits et des coûts de connexion Internet est très attendue au Gabon, grâce au grand chantier de raccordement du pays au câble Africa Coast to Europe (ACE), un câble sous-marin à fibre optique censé boosté les capacités africaines. Des espoirs qui dépendent en grande partie des efforts qui seront entrepris pour mettre en place un réseau de fibre optique desservant le territoire national.

Le gouvernement gabonais et la Banque mondiale ont signé, le 21 mai 2012 à Libreville un accord de prêt d'une valeur de 30,5 milliards de FCFA destiné au renforcement de la connexion au nouveau câble sous-marin ACE et à l'accroissement de la couverture géographique des réseaux à bande passante de grande capacité. C'est le nouveau ministre en charge de l'Economie,

de l'Emploi et du Développement durable, Luc Oyoubi, qui a ratifié cet accord avec la représentante résidente de la Banque mondiale au Gabon, Zouera Youssoufou.

A ce jour, la connectivité gabonaise est assurée par le câble sous-marin SAT-3 et par satellite, et ne demeure accessible qu'à un niveau de prix trop élevé pour réellement démocratiser l'usage domestique

et ouvrir les capacités professionnelles de cette technologie. La mise en exploitation commerciale du câble ACE est prévue pour la fin de l'année 2012 et devrait permettre de multiplier par 3 la connectivité internationale du Gabon, en la faisant passer en moyenne de 1,2 à 4,9 Gbits/s.

Une vingtaine de villes bénéficiaires

La première phase du backbone (la « colonne vertébrale », ndr) national s'étend sur une longueur de 1 140 kilomètres. Cette phase comprend le tronçon Libreville-Franceville, qui longera la voie ferrée, le tronçon Léconi/Koula-Moutou en passant par Franceville, Moanda et Lastourville, et le tronçon Franceville/Lekoko en direction de la frontière congolaise pour rejoindre le projet de fibre optique du Congo. Le projet, intitulé « CAB4 », vise à accroître la couverture géographique des réseaux à bande passante de grande capacité et à diminuer les coûts des services de communications sur le territoire gabonais. Au total, ce sont une vingtaine de villes qui vont bénéficier de ces investissements. Ces grands chantiers seront supervisés par une commission constituée du ministère de l'Economie, de l'Emploi et du Développement durable ; du ministère de l'Economie numérique, de la Communication et de la Poste ; de l'Agence nationale des grands travaux ; de l'Agence de régulation des communications électroniques et des postes ; et de l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences. Ce financement est programmé pour une durée de cinq ans. Les premiers impacts seront visibles dans trois ans.

Un nouveau levier de croissance

Parallèlement, Gabon Télécom, fournisseur national de téléphonie fixe et de connexion Internet haut débit (ADSL), a également annoncé le renforcement

de ses capacités ADSL à l'intérieur du pays. L'ADSL sera ainsi disponible dans les chefs-lieux de l'Ogooué-Ivindo et de l'Ogooué-Lolo, précisément à Makokou et à Koula-Moutou. Ce type de connexion est déjà disponible, entre autres, à Libreville, Franceville, Oyem, Tchibanga, Gamba et Moanda. L'ADSL de Gabon Télécom est alimenté par le premier câble sous-marin, SAT 3, auquel le Gabon est relié depuis 2000. Par ailleurs le réseau filaire « multi-services » (téléphone et Internet) sera étendu à la zone nord de Libreville et à la périphérie de Port-Gentil, tandis que ces villes verront leur bande passante augmenter. A Libreville, le réseau de la fibre optique, au stade de l'Amitié, a été étendu à quatre hôtels et deux hôpitaux, offrant un débit d'environ 155 Mb/s sur chacun des sites. Ailleurs dans la ville, 13 sites sont desservis par un faisceau hertzien pour un débit de 100 Mb/s par site. Et pour faire face à la concurrence croissante des autres fournisseurs, des baisses de tarif ont été récemment annoncées par Gabon Télécom en ce qui concerne l'accès à l'ADSL. Ces progrès dans la qualité et l'accessibilité du réseau Internet devraient constituer un levier de croissance intéressant pour le pays, qui s'est promis d'accéder à l'émergence de l'économie numérique à l'horizon 2016. Selon le rapport information et communication pour le développement 2009 de la Banque Mondiale, « toute augmentation de 10% de la pénétration par les réseaux à large bande pourrait faire progresser la croissance du PIB des pays en développement de 1,38% ». Un filon pour le Gabon, qui cherche à développer son tissu économique « hors pétrole » et renforcer son industrie, notamment dans le secteur des services à valeur ajoutée.

DIEGO ESSANDONE

L'avenir vous appartient

Gabon Telecom

Le Gabon change, vous changez, Gabon Telecom change avec vous ! Nous avons les mêmes idéaux et partageons les mêmes aspirations. Nous changeons pour vous offrir le meilleur des télécoms. Nous sommes là pour répondre à tous vos besoins : du Fixe au Mobile, en passant par l'Internet, Gabon Telecom est là pour vous servir.

Gabon Telecom, l'avenir vous appartient.

Gabon Telecom

Fixe • Mobile • Internet



30
agences
dans 20 pays

2^{ème} réseau logistique intégré en Afrique

Gestion de terminaux portuaires

Manutention

Agence maritime

Commission de transport

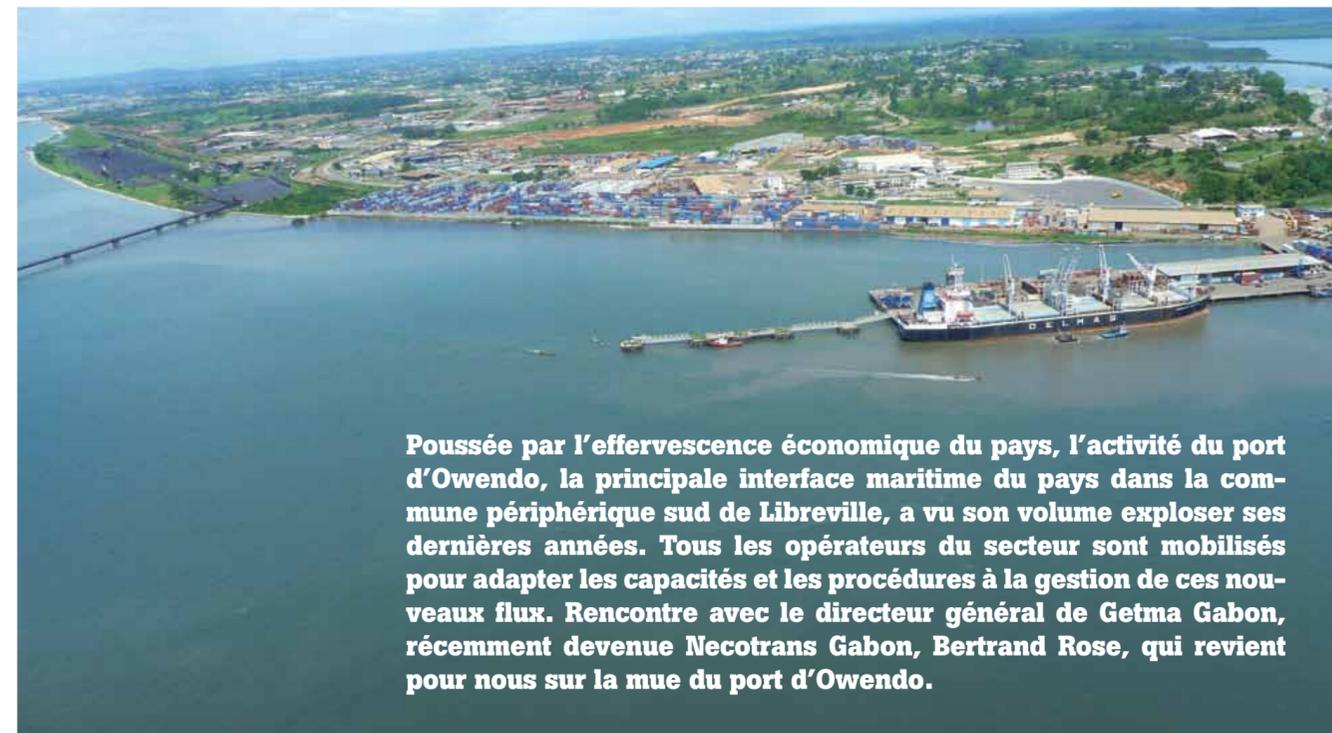


Getma GABON
PO Box 937
Port Gentil - GABON
Tél : +241 56 12 93 / 56 29 82
Fax : +241 56 00 68

Getma Gabon
Zone Portuaire d'Owendo
PO Box 7510
Libreville - GABON
Tél : +241 70 40 18
Fax : +241 70 40 20

www.getma.fr

Le port d'Owendo en pleine mutation



Poussée par l'effervescence économique du pays, l'activité du port d'Owendo, la principale interface maritime du pays dans la commune périphérique sud de Libreville, a vu son volume exploser ses dernières années. Tous les opérateurs du secteur sont mobilisés pour adapter les capacités et les procédures à la gestion de ces nouveaux flux. Rencontre avec le directeur général de Getma Gabon, récemment devenue Necotrans Gabon, Bertrand Rose, qui revient pour nous sur la mue du port d'Owendo.

Pouvez-vous nous situer les activités de Getma, du Groupe Necotrans ?

Depuis quelques semaines, notre groupe fait peau neuve. En effet, désormais, toutes les entités du groupe vont être représentées sous la même marque Necotrans. Notre envergure (80 agences, 30 pays, 3 500 personnes), la complexité de nos métiers, la taille des enjeux et de nos projets de développement ont conduit notre groupe à se transformer et à communiquer sous une seule et même marque. Ce changement va désormais accompagner cette évolution et notre volonté de croissance. Ce nouveau logo est un signe fort de notre essor, une visibilité pour tous nos collaborateurs et nos filiales, mais surtout pour l'ensemble de nos clients, fournisseurs et partenaires.

En tant que professionnel du secteur et faisant partie des principaux opérateurs dans le pays, pouvez-vous nous parler du transit maritime au Gabon ? Comment se porte le secteur ?

Le transit est une de nos activités puisque Necotrans (entendez Getma Gabon) est aussi acconier, consignataire, transporteur et logisticien dans le secteur pétrolier à Port-Gentil. Toutes ces activités sont dépendantes les unes des autres et s'intègrent dans la chaîne logistique de transport maritime et aérien. Le secteur, en règle générale, se porte bien au Gabon grâce aux nombreux projets dans la construction, le social, les zones économiques, les mines, l'industrie du bois transformé et j'en passe. La nouvelle

dynamique économique insufflée par le gouvernement fait que nous assistons à une croissance importante dans les flux import et export. D'ailleurs, pour y faire face, tous les opérateurs travaillant dans nos corps de métier sont amenés à établir des plans d'investissement ambitieux.

Le port de Libreville a fait face à de gros problèmes d'engorgement ces dernières années, paralysant parfois dans pans entiers de l'activité économique du pays. Comment évolue la situation ?

Il est vrai que le port d'Owendo traverse une « crise de croissance », mais pour autant, il fonctionne et il fonctionne bien. Le problème est que sa dimension ne correspond plus aux attentes des flux de marchandises et des arrivées de nouvelles lignes maritimes (3 ces deux dernières années !). Il y a eu, fin 2011 et en début d'année, quelques événements qui ont marqué cette congestion telle que l'organisation de la CAN et la grève des douanes. Aujourd'hui, le port redevient fluide et les temps d'attente pour les navires sont plus raisonnables. Il faut souligner aussi que l'arrivée des deux grues Gottwald, livrées par GPM mi-avril, vont améliorer les cadences de chargement/déchargement des navires, limitant les temps d'exploitation à quai, et par conséquent les temps d'attente en rade. Je souligne aussi l'implication constructive de l'Oprag à voir le port d'Owendo s'agrandir avec des projets tels que la construction de quais supplémentaires, de magasins, de nouvelles aires d'exploitation entre autre pour le terminal

à conteneurs STCG. Nous avons un port en plein essor, il faut le mentionner.

Les grands projets engagés par le Gabon dans les secteurs minier, agro-alimentaire, ou encore dans celui du bois, risquent de faire exploser les exportations. Quels sont les aménagements prévus en termes d'infrastructures pour améliorer les capacités de traitement et de stockage des marchandises ?

Les importations et les exportations augmentent, mais une fois de plus, tous les opérateurs – l'Oprag, GPM, les Douanes, la marine marchande, le CGC... – ont pleinement conscience du nouvel essor de notre économie et du rôle du port. Tout le monde s'y prépare activement et des rencontres de partenariat sont souvent organisées pour ce faire. Pour preuve, des projets tels que le Guichet unique, un scanner, le Bureau d'embauche ainsi que des horaires d'opération 6/7 jours, 18/24 heures... sont autant d'initiatives qui permettent d'entrevoir l'avenir plus sereinement. Du côté des opérateurs portuaires, nous avons une demande croissante des surfaces de manutention et de stockage, même si les terrains tendent à manquer. Dans cette prise de conscience, les importateurs ont aussi été sollicités afin d'obtenir leur adhésion à prévoir plus de surfaces d'entreposage en aval de la chaîne logistique.

Depuis quand Getma est-il installé au Gabon ? Comment vous positionnez-vous actuellement sur le marché ?

Cette année nous fêtons les vingt ans d'existence de Getma au Gabon, et au

jour d'hui il est vrai que nous jouons un rôle de premier rang, que nous partageons avec quelques confrères. Mais quel que soit notre rang dans le marché du transit, de l'acconage, et de la consignation, notre fierté est de savoir notre clientèle satisfaite. Notre position sur le marché est avant tout celle que nous confèrent la reconnaissance et la fidélité que nous témoignent nos clients.

Quelles sont vos perspectives de développement pour les années à venir ?

Avant de parler de perspectives, notre première ambition est de rester proche de nos clients comme nous l'avons toujours fait, accessibles et disponibles. Nous ambitionnons aussi de conserver un climat social participatif et motivé au sein de Necotrans. Déjà, si ces deux conditions sont rassemblées, nous conserverons la confiance de nos clients et ainsi nous continuerons d'accroître nos parts de marché, facilement. Les projets, il y en a dans tous les secteurs d'activités au Gabon et pour les années à venir. Mais il faut garder en mémoire que ces développements ne seront possibles que si nous avons les ressources humaines nécessaires ainsi que l'expertise de nos métiers. Et Necotrans les a ! Ensuite il y a aussi les idées, et l'innovation qui permettent de donner plus d'envergure à nos perspectives, et sur ces points encore, Necotrans n'en manque pas !

Victoire Amogho Matope

La victoire de Mozaïk

La question du genre dans le monde de l'entreprise ne sera jamais réglée par des politiques publiques. Elle sera, longtemps encore, le fait de quelques (re)belles qui décideront de se battre en bravant les critiques malveillantes et les stratagèmes perfides contre le sexe dit faible. Victoire Matope née Amogho appartient à cette catégorie de Gabonaises qui sortent des sentiers battus et tordent le cou à l'idée selon laquelle les femmes ne sont jamais à l'initiative...

E légance classique et brushing impeccable, Victoire Amogho a une silhouette sobre, le regard tendre et un sourire résolument gracieux. Elle n'en reste pas moins un capitaine qui maintient fermement le bon cap pour Mozaïk, son navire entrepreneurial dont le port d'attache est le quartier Montagne-Sainte de Libreville. Agence de publicité et de communication, Mozaïk comporte une régie publicitaire, fait du conseil et de la communication par l'objet. En raison de la crise qui frappe de plein fouet le secteur de la communication, son entreprise a dû toutefois procéder à un dégraissage de ses effectifs. Elle compte aujourd'hui quatre employés permanents qui témoignent du souci de la parité (deux femmes et deux hommes). La

De la difficulté de faire vivre une entreprise de communication

Victoire Amogho Matope explique que « Mozaïk s'est d'abord fait connaître par sa régie de panneaux publicitaires et signalétiques. Ce réseau couvre pratiquement toutes les provinces du Gabon. Nous faisons aussi du conseil et de la création pour un bon nombre d'entreprises. A la convenance du client, Mozaïk signe ou ne signe pas ses productions. Nous avons plusieurs supports de communication et sommes leader sur un bon nombre d'entre eux. Nous sommes, par exemple, les seuls à disposer de panneaux vidéo indoor, déroulants, pivotants, qui sont très prisés. Nous disposons enfin d'un bon catalogue de cadeaux d'entreprise de tous genres, qui partent du stylo à la tapisserie en passant par les agendas

personnalisés, les tasses, les cendriers, les presse-papiers, les tee-shirts... Bref, tout ce qui peut participer à la communication par l'objet. Chaque année nous innovons. Le monde de la communication bouge tellement que nous devons être à l'écoute, suivre et savoir ce qu'il y a de nouveau dans les salons professionnels dédiés à la communication. »

Mais le contexte économique n'est pas à l'angélisme gratuit et Mme Matope reconnaît que « c'est une période très difficile. Sans être fataliste, je peux reprendre à mon compte l'adage populaire qui dit que "quand les éléphants maigrissent, les gazelles meurent". Cela traduit très bien la situation que nous traversons actuellement dans le monde des affaires, que ce soit au Gabon ou ailleurs dans le monde frappé par la crise internationale. Il est connu que dans la plupart des entreprises, les premiers budgets dont on se débarrasse lorsque les choses vont mal sont ceux consacrés à la communication. Celle-ci devient alors plus sporadique, alors que ceux qui connaissent bien le marketing savent que c'est en période de crise qu'il faut davantage communiquer. Dans ce contexte, il faut donc batailler davantage, être méticuleux sur sa comptabilité et se convaincre de ce que même si le sol est sec, la pluie finira par tomber. Il faut se délester du superflu pour monter vers les nuages comme une montgolfière ».

« Malgré les difficultés de ces dernières années qui ont poussé beaucoup d'autres agences de notre secteur à la fermeture, nous avons gardé la tête hors de l'eau... »

recours à la crise

En effet, il n'est pas toujours facile de vendre des produits que certains croient facultatifs ou accessoires. Il convient d'éviter les stocks que, le cas échéant, on

Les sens de l'innovation comme recours à la crise

Secret de management et révélateur de la détermination de Victoire... elle est la meilleure vendeuse de son entreprise ! « Nous sommes tous vendeurs à Mozaïk.



ne saurait écouler. De même, il est nécessaire d'être créatif, se plier aux éventuels caprices des clients et veiller à ce que le réseau d'affichage soit en permanence occupé. Par ailleurs, « il y a les réalités fiscales, les réalités du personnel, les réalités des charges. Il faut pouvoir superviser tout cela sans négliger un seul paramètre », assure Victoire Amogho Matope, qui reconnaît que son secteur d'activité est riche en découvertes et qu'elle apprend tous les jours. Près de huit ans après la création de Mozaïk, elle n'en est pas peu fière : « Nous avons avancé dans tous les domaines et nous avons apporté une innovation soit en service, soit en produits. Malgré les difficultés de ces dernières années qui ont poussé beaucoup d'autres agences de notre secteur à la fermeture, nous avons gardé la tête hors de l'eau, nous sommes une agence qui compte dans cet univers et qui parle d'elle-même. »

Mais, je fais le meilleur chiffre d'affaires de toute notre force de vente. La réussite de Mozaïk provient de la foi que j'ai en cette activité et en cette boîte. »

Du bâtiment à la voie des airs, une mosaïque de compétences

Pourtant, le cursus scolaire ne menait nullement cette fille de la bourgeoisie locale vers les métiers de la communication. Nantie en effet d'un bac de série F4 (génie civil-bâtiment) obtenu en 1989 au Lycée technique national Omar-Bongo, elle s'envole pour l'Italie, « le pays qui parle le mieux de l'architecture en matière de vestiges ». Elle y effectue un cycle d'ingénieur bâtiment puis se spécialise en design et architecture d'intérieur. Mais hormis quelques stages dans les cabinets, elle n'a pas travaillé dans le bâtiment. Sa passion d'enfance pour l'aviation et les voyages prennent le dessus, si bien qu'elle choisit de travailler dans l'aéronautique en qualité d'hôtesse de l'air. Après quoi, forte de son background académique, elle devient directrice commerciale et responsable de la communication de la

compagnie aérienne Air Service. Cinq ans durant, elle est au contact des annonceurs, des agences de communication, des chasseurs de sponsoring, etc. « Tout cela m'a fasciné, avoue-t-elle, et je me suis dit pourquoi ne pas ouvrir une agence ? » Aussi, lorsque Air Service est vendu, la future Mme Matope prend l'option de partir. Avec ses économies et ce que lui avait alors rapporté le paiement de ses droits sociaux, elle décide de créer Mozaïk, agence dont le nom renvoie à un assemblage de fragments : « C'est l'ajustage de tous les morceaux d'expériences que j'avais ramassés sur mon parcours qui m'a permis de créer cette agence », résume-t-elle.

Un militantisme avéré pour la cause des femmes

Victoire Amogho Matope est également très présente sur le front associatif. Elle figure en effet parmi les principales animatrices de l'association Défis de Femmes. Elle explique : « La passerelle Défi de femme s'est ouverte à moi en 2011. Sous l'inspiration de Malika Bongo Dossou, un petit groupe d'amies cogitait sur la condition déplorable de la jeune fille gabonaise, réduite à n'être qu'une femme-objet. Nous nous sommes donc lancés le défi de redonner ses lettres de noblesse à la femme gabonaise. Il s'agit d'inspirer l'excellence, le retour aux valeurs essentielles qui peuvent redonner l'espoir et la dignité aux femmes qui ont pu emprunter un faux chemin, afin de leur donner l'espoir de revenir à la normalité, de se réinsérer dans le corps social. Et comme on parle aujourd'hui de l'autonomisation de la femme, nous voulons amener la femme gabonaise à être autonome, qu'elle soit seule ou en ménage, dans son milieu social, culturel ou professionnel. Pour ce faire, Défis de Femmes a créé des forums, mené des actions envers les filles-mères, les orphelinats et soutenu le retour à la terre des femmes à travers différentes opérations. » Défis de Femmes est surtout connu pour avoir ramené à la vie le concours de beauté Miss Gabon, totalement reformaté pour une promotion plus positive de la femme gabonaise.

Une force intérieure étayée par la foi

Victoire Amogho est issue d'une nombreuse fratrie qui compte notamment une chanteuse bien connue, Nicole du même nom. Elle est mariée à un juriste de carrière qui a pris le parti de se consacrer au gospel : l'artiste Kool Matope, internationalement connu pour ses œuvres lyriques à la gloire de Dieu. Ce qui n'est pas pour déplaire à la patronne de Mozaïk. Celle-ci soutient en effet : « Je ne saurais occulter que ma profonde foi chrétienne est mon meilleur carburant ; plus, c'est mon booster. Elle me soutient en toutes circonstances. Que ce soit dans un appel d'offres ou dans tout autre challenge, je sais que ce qui m'est destiné me reviendra. Cela ne signifie pas que j'ai des facilités particulières, mais ma foi me donne beaucoup plus de force, elle donne plus de sens à ma vie. » Ce concentré d'amour de 1 m 65 pour 60 kg a deux enfants. Lorsqu'elle ne fait pas de sport en salle ou ne prend pas du bon temps sur une plage, elle est souvent en voyage. Et cela quatre à cinq fois par an, pour le travail, le repos ou le tourisme. « Je pense que j'ai gardé de mes années d'hôtesse de l'air l'envie d'être un peu souvent dans les airs... », explique-t-elle. Mais, vu qu'elle dort et se lève avec Mozaïk en tête, on peut dire qu'elle travaille toujours et toujours. « Chaque fois qu'une femme peut agir comme un homme, c'est une fille », écrivait le dramaturge français Maurice Donnay. En ce sens, Mme Matope est une fille... bien née !

FRANÇOIS NDIJIMI

Retrouvez toutes les informations sur l'économie gabonaise en vous abonnant gratuitement à la newsletter sur notre site

www.economie-gabon.com

economie-gabon.com



Lease-Back Mobilier
Lease-Back Immobilier

Transformez
vos actifs en cash
tout en conservant leur utilisation



Avec la solution Lease-Back de Finatra, améliorez votre trésorerie, tout en conservant l'utilisation des biens transférés.

Dès maintenant, transformez vos actifs en cash et multipliez vos possibilités de développement.

Pour tous vos projets (travaux d'aménagement, réhabilitation, acquisition de matériels et outils de production, acquisition de terrains et bureaux, etc), Finatra vous permet d'obtenir les fonds nécessaires grâce au Lease-Back. Cette solution vous garantit rapidité, souplesse, économie et liberté.

www.bgfi.com

Société anonyme avec Conseil d'Administration au capital de fca 8 000 000 000 - N° statistique 098451Y - RCCM Libreville 2007 BO 6135 - NIF 79845W BP 8645 Libreville (Gabon) - Tél. : (241) 77 40 82 / 77 53 96 - Fax : (241) 77 40 87 - Téléc : 5265 GO - Port-Gentil - Tél. : 56 88 38.

Finatra
Le spécialiste du crédit

Pétrole & gaz

Cap sur la valeur ajoutée !

Depuis 2010, le Gabon met tout en œuvre pour renforcer l'exploitation de ses ressources énergétiques. Nouveau cadre juridique et régulation de la main-d'œuvre, développement du secteur gazier, nouveau cap en matière de valorisation locale des produits pétroliers, formation, etc. Décryptage d'un secteur en pleine restructuration.

Pays producteur de pétrole depuis plusieurs décennies, le Gabon enregistre depuis plusieurs années une baisse significative de sa production, le pic pétrolier ayant été atteint en 1996-1997 avec 18,5 millions de tonnes. Une situation qui a contraint le pays à se pencher sérieusement sur la diversification de son économie. En attendant les résultats de cette réforme porteuse, qui s'est par accidentée avec l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo en octobre 2009, le Gabon compte bien encore renflouer ses caisses avec la manne issue de l'industrie pétrolière, et ce le plus longtemps possible. Et pour cause, depuis les années 1970, le pétrole représente environ 80% des exportations, 60% des recettes de l'Etat et 40% du PIB national. C'est dire l'importance fondamentale de ce secteur d'activité dans l'économie du pays.

Ainsi, pour maintenir, ou plutôt pour booster un tant soit peu la production pétrolière, le gouvernement, surfant sur le développement des nouvelles techniques d'exploration et d'exploitation en offshore, a annoncé, le 12 mars 2010, le lancement d'un appel d'offres pour 42 blocs pétroliers d'une superficie de 108 000 km² en eaux profondes et ultra-profondes. Un appel d'offres qui allait se muer, quelques mois plus tard, en gré à gré. « *Le Gabon*

veut négocier au mieux de ses intérêts. Après réflexion, il est plus avantageux de négocier directement avec toutes les sociétés intéressées », avait alors justifié Julien Nkogbé Békélé, ministre des Mines et du Pétrole de l'époque.

Dans l'attente du nouveau Code des hydrocarbures...

Toutefois, l'attribution de ces sites pétroliers a été suspendue en attendant la finalisation du Code des hydrocarbures, destiné à mettre en place un cadre juridique attractif et compétitif susceptible d'attirer dans le pays le maximum d'investisseurs du secteur.

« *En vue de promouvoir la recherche dans ces zones dites frontalières,*

le gouvernement envisage d'offrir pour l'exploration de son bassin profond et très profond un environnement institutionnel, législatif et fiscal plus attractif, compétitif et sécurisé », avait expliqué Julien Nkogbé Békélé. Le nouveau code doit remplacer celui en vigueur depuis 1962 qui, inspiré du Code minier français, rend impossible la quasi-totalité de la réglementation pétrolière. Le nouveau document doit ainsi

fixer le régime juridique, douanier, fiscal, ainsi que le taux de change applicable aux activités d'exploration, d'exploitation et de transport des produits pétroliers. Elaboré par des économistes, des ingénieurs et des juristes du ministère des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures, le nouveau code devrait aussi favoriser le contrôle et le suivi efficaces de l'activité pétrolière ainsi qu'un encadrement du régime des contrats d'exploitation et de partage de production. Un document dont l'entrée en vigueur est vivement attendue, car il constitue la clé de voute de la nouvelle politique nationale en matière de pétrole.

En mettant en place une raffinerie moderne, le Gabon s'ouvrirait la totalité du marché africain et, à coup sûr, les portes des marchés occidentaux.

... et de la société nationale du pétrole. Par ailleurs, pour contrôler les participations de l'Etat dans les sociétés pétrolières et gérer l'exploration, l'exploitation et la distribution, le Code des hydrocarbures préconise également la création d'une société nationale du Pétrole, la Gabon Oil Company (GOC). L'annonce avait été faite le 4 mars 2010 à Port-Gentil, mais sa création effective dépend encore de l'entrée en vigueur du nouveau Code des hydrocarbures.

Il y a peu, le gouvernement entamait des discussions avec des partenaires coréens pour la construction d'une nouvelle raffinerie moderne à Port-Gentil. Les installations vieillissantes de la raffinerie historique, la Sogara, ne permettant pas d'exploiter les nouvelles technologies de raffinage, et donc d'accroître la quantité de pétrole raffiné sur place. Le Gabon exporte toujours 95% de son pétrole brut, le reste de sa production étant transformé localement par la Sogara. Or le levier incontestable de la création de valeur ajoutée demeure la transformation locale des matières premières.

En mettant en place une raffinerie moderne, le Gabon s'ouvrirait la totalité du marché africain et, à coup sûr, les portes des marchés occidentaux en s'arrimant aux normes drastiques des produits pétroliers, en matière de quantité de soufre notamment. « *Nous sommes aux normes pour l'AFRI-2, alors que pour l'AFRI-3, où il faudrait descendre en dessous de 500 ppm*, c'est beaucoup plus délicat. En Europe, la norme est de 10 ppm, ce que nous n'atteindrons jamais, du moins pas avec les installations actuelles. Je crois que c'est d'ailleurs l'une des raisons qui a conduit à la décision de la construction d'une nouvelle raffinerie par les autorités de la République* », explique le directeur général de la Sogara, Pierre Reteno Ndiaye.

DES FEMMES ET DES HOMMES, AU SERVICE DE L'ÉNERGIE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

“
Aujourd'hui les équipes de Total Gabon, appuyées par le savoir-faire et l'avance technologique du 5^e pétrolier mondial, sont mobilisées pour relever un grand challenge : l'exploration pétrolière en offshore profond. Notre ambition pour demain, est de préparer une nouvelle ère de l'industrie pétrolière gabonaise, avec Total Gabon au premier plan des performances environnementales, sociales, et économiques.”

Benoît Chagué
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour vous, notre énergie est inépuisable

Former, pour promouvoir les ressources humaines locales

Autre volet de la création de valeur ajoutée par le secteur pétrolier, celui de la formation. Quatrième producteur de pétrole en Afrique au sud du Sahara, le Gabon ne disposait, jusqu'en 2009, d'aucune structure de formation locale dans les métiers du pétrole. Une situation handicapante qui obligeait les sociétés pétrolières à importer de la main-d'œuvre étrangère au détriment des nationaux. Au point où le secteur comptait, en 2010, environ 85% d'expatriés dans des postes de responsabilité des entreprises pétrolières opérant au Gabon, alors que les nationaux étaient majoritaires dans celles-ci. Une situation à l'origine des mouvements d'humeur qui ont secoué le secteur entre 2008 et 2011. En effet, l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep), qui regroupe 4 000 des 5 000 employés du secteur a réclamé pendant cette période publication d'un « décret réglementant l'emploi de main-d'œuvre étrangère ».

Lors de la grève du puissant syndicat, du 31 mars au 3 juin 2011, le manque à gagner de l'Etat et des compagnies pétrolières s'est chiffré à 60 milliards de francs CFA, poussant ainsi le gouvernement à se pencher sérieusement sur la question. En novembre 2011, les négociations Onep-gouvernement ont abouti à la mise en place d'une cellule de vérification dont la mission est de recenser les postes disponibles dans les compagnies pétrolières, et de déterminer s'ils peuvent être occupés par un Gabonais ou un étranger. Grâce à cette cellule, la priorité de l'emploi sera enfin donnée aux nationaux.

Reste à trouver des Gabonais bien formés dans le secteur très pointu du pétrole.

L'IPG, premier dépositaire de cette attente de formation

Une problématique sur laquelle s'est penché le gouvernement qui, depuis deux ans, a redéfini sa politique en termes d'orientation et de formation des étudiants gabonais, avec une quote-part beaucoup plus importante dans les métiers du bois, du pétrole et des mines. Certes la formation locale dans les métiers du pétrole était loin d'être une chimère, mais elle n'était pas non plus considérable en comparaison avec l'intense activité pétrolière du pays. Elle se faisait essentiellement de manière interne et s'inscrivait dans le cadre du volet social des entreprises pétrolières.

Il aura donc fallu attendre mars 2010 pour voir la matérialisation de la volonté du gouvernement de développer une compétence locale dans le secteur pétrolier, avec le lancement officiel de l'Institut du pétrole et du gaz (IPG) à Port-Gentil, la capitale économique. Née d'un partenariat entre l'Etat gabonais et les compagnies Total Gabon, Addax Petroleum, ENI, Perenco et Shell Gabon, cette structure dispense un enseignement technique, professionnel et supérieur en formation initiale et continue dans les domaines de l'exploration, l'exploitation, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures. Doté d'un budget de 12 millions de dollars, l'institut peut accueillir jusqu'à 60 étudiants.

En novembre 2011, l'IPG a mis sur le marché de l'emploi sa première promotion

composée de 13 étudiants. Si les premières promotions seront essentiellement orientées vers les métiers du pétrole, il ne faudrait pas non plus oublier le secteur gazier, appelé à être dans moins de moins de cinq ans, un levier important du tissu socio-économique. D'où la vocation de l'IPG à former également dans ce sens. Car compléter l'activité pétrolière par l'impulsion d'une nouvelle filière gazière est aussi l'un des grands défis du Gabon industriel. D'autant plus que cette mesure s'inscrit dans le cadre de la diversification pérenne de l'économie.

Etre à la hauteur des engagements pris en matière de développement durable

Reste à concilier le développement de ces activités extractives avec les impératifs écologiques, vis-à-vis desquels le Gabon compte se targuer d'une attitude exemplaire. En interdisant le torchage du gaz en janvier 2010, le gouvernement entendait ainsi favoriser les techniques nouvelles de récupération et de réinjection, plus écologiques et plus rentables, afin de respecter les engagements internationaux en matière de développement durable. En effet, la pratique de torchage constitue un gaspillage d'une ressource naturelle et se traduit par l'émission de dioxyde de carbone, principal gaz à effet de serre, alors que le gaz naturel représente plus de 20% de la consommation énergétique globale, contre 40% pour le pétrole brut. C'est la troisième source d'énergie consommée dans le monde, après le pétrole et le charbon et son rendement énergétique élevé, ses avantages environnementaux, le rangent

parmi les énergies « propres ». Le Gabon a l'ambition de développer la production et l'utilisation domestique, ainsi que l'exportation de cette source d'énergie durable. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'Etat gabonais a assoupli la fiscalité du secteur gazier afin d'attirer les investisseurs. Tout contrat se rapportant au secteur des hydrocarbures est donc basé sur le Code Minier, avec un taux d'imposition de 10 à 20%.

Depuis l'annonce de cette mesure, le 5 novembre 2009, plusieurs investisseurs ont manifesté leur intérêt dans ce domaine. Si les opérateurs pétroliers locaux comme Total, Shell, Addax ou encore Perenco ont affiché leurs ambitions, de « gros morceaux » comme le russe Gazprom ou l'allemand HELM, pour ne citer que ces cas, sont venus explorer des pistes d'investissement au Gabon. Par ailleurs, pour valoriser l'utilisation de cette énergie, dont les réserves prouvées au Gabon étaient de 32,59 milliards de mètres cubes en 2008, le gouvernement a choisi trois projets majeurs avec la fourniture du gaz naturel aux centrales thermiques, la construction d'une usine pétrochimique et la construction d'une usine non conventionnelle de gaz naturel liquéfié. Tout un programme dont l'avenir du pays dépendra en grande partie.

** Le sigle « ppm » signifie « partie par millions ». C'est une unité qui est utilisée pour doser des produits qui se trouvent en très faible quantité dans un autre produit. Par exemple : la teneur en silicium ou le taux d'additivité d'une essence. Elle est souvent utilisée lorsque le pourcentage mesuré pour un calcul est inférieur au centième (source : Union française des industries pétrolières).*

STEVIE MOUNOUBOU

LES DÉFIS DU RAFFINAGE

« La Sogara a de l'avenir jusqu'en 2020 »

Les autorités gabonaises l'ont bien compris : le sous-sol gabonais est une richesse qui s'avérera éphémère si l'on ne trouve pas rapidement le moyen d'en tirer un profit « durable ». Mise en service en 1967, la Société équatoriale de raffinage (SER), qui deviendra quelques années plus tard la Société gabonaise de raffinage (Sogara), fut l'un des premiers créateurs de valeur ajoutée dans le secteur capital du pétrole. Entretien avec son directeur général, Pierre Reteno N'Diaye.

La Sogara a enregistré de très bons résultats en 2011, favorisés par le plan de relance mis en œuvre au sein de la société. Comment se porte l'activité au premier trimestre 2012 ?

Le plan de relance que nous avons mis en œuvre nous a permis de dépasser des records de production en 2010 et 2011. Néanmoins au premier trimestre 2012, nous ne pourrions pas maintenir cette tendance pour une raison simple : l'arrêt quinquennal réglementaire. Dans la vie de toute raffinerie, il est imposé une suspension des activités d'au moins six semaines afin de procéder à la maintenance et au contrôle des installations. Nous avons effectué cet arrêt quinquennal réglementaire du 6 février au 18 mars dernier, ce qui a évidemment affecté nos résultats puisque la production a été interrompue durant près

d'un mois et de demi. D'autant plus que nous avons enregistré quelques incidents techniques qui ne nous ont pas permis de redémarrer les activités à la date prévue. L'arrêt s'est donc prolongé de quelques jours. Ce qui a également impacté nos résultats financiers car il fallait importer pour approvisionner le marché local. En revanche, nous avons enregistré d'excellents résultats en janvier, juste avant notre maintenance profonde. Par ailleurs, en dehors de cet arrêt quinquennal réglementaire, nous procédons tous les ans à des arrêts de performance qui permettent le nettoyage des catalyseurs.

Au régime auquel tournent actuellement vos installations, les quantités produites suffisent-elles à alimenter la demande nationale ?

STOP EXPLORING?

CHANGE THE PLAN*

PLAN

Ballantine's®

LEAVE AN IMPRESSION



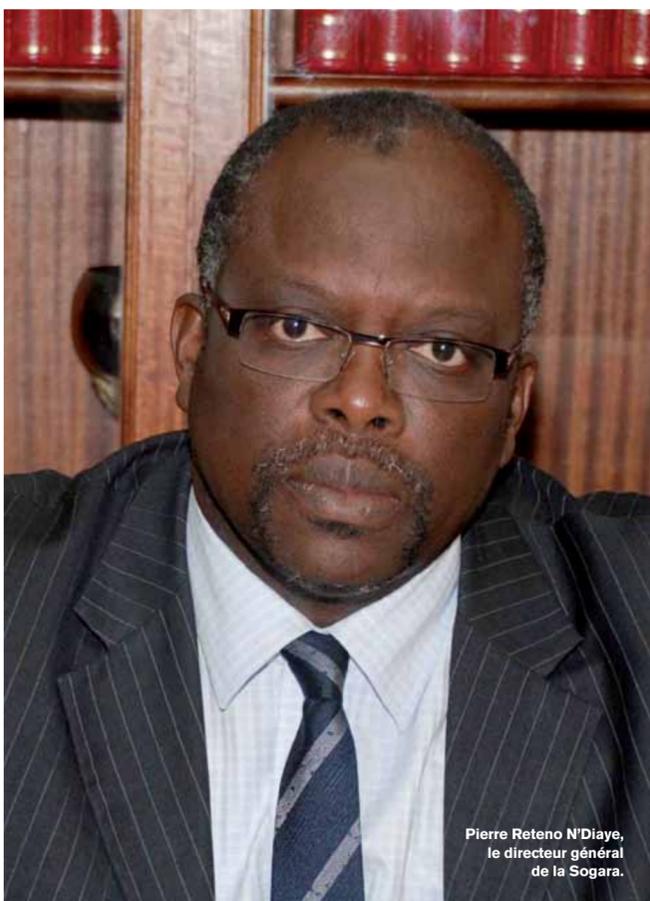
Aujourd'hui, l'usine fonctionne à 90% de sa capacité nominale, qui est de 1,2 million de tonnes de produits pétroliers par an. Mais nos équipements techniques ont une capacité réelle d'un million de tonnes. Au cours des deux dernières années, nous avons battu les records de production avec 926 000 tonnes en 2010 et 983 000 tonnes en 2011. Ce qui est exceptionnel car ce sont des niveaux de production jamais atteints depuis la création de la Sogara. Ces chiffres seront donc en baisse à cause de la période creuse due à la maintenance profonde, mais nous devrions tout de même nous situer autour des 900 000 tonnes à l'issue de l'exercice en cours.

Notre production est constituée à 50% de ce que nous appelons du résidu atmosphérique, du fioul lourd qui n'est pas consommé localement. Les produits dits nobles comme le butane, l'essence sans plomb, le jet et le gasoil, constituent les 50% restants. Malheureusement, nous n'arrivons pas encore à couvrir l'ensemble de la demande locale à cause du taux de rendement de notre brut, car chaque brut à un rendement par produit. C'est-à-dire que lorsque nous prenons du brut comme le « Rabi », quoique l'on fasse, nous n'en tirerons par exemple que 2,5% de butane, 10% d'essence sans plomb, 10% de kérosène et, en gros, 25% de gasoil. C'est la caractéristique de notre brut et nous n'y pouvons rien. Sauf avec des raffineries dites « multi-convertissantes » qui ont la capacité de « craquer » le résidu pour en ressortir des produits nobles. Ce qui est impossible dans notre cas car la Sogara est une raffinerie mono-brut à procédé simple. C'est-à-dire que vous distillez le brut en le chauffant à une température de 380 degrés avec les produits légers vers le haut et les produits lourds vers le bas.

Sur l'ensemble des produits consommés localement, nous importons deux produits, à savoir le butane et le gasoil sur lesquels notre production est déficitaire par rapport à la demande nationale. L'année dernière, nous avons notamment importé 200 000 m³ de gasoil. Le marché gabonais a absorbé autour de 650 000 m³ en 2011, alors que la Sogara n'a répondu qu'à une demande d'environ 400 000 m³. Et avec la croissance attendue du marché gabonais, nous pensons que la demande nationale devrait se situer autour de 700 000 m³. Toute chose qui contribuera encore à l'accroissement du ratio production/importation.

Le défi de la création de valeur ajoutée sur le pétrole est plus que jamais au cœur des préoccupations des autorités, et des informations ont d'ores et déjà filtré sur le projet de création d'une nouvelle raffinerie à Port-Gentil. Quel est l'avenir de la Sogara pour les années à venir ?

Tout est possible en termes de développement de l'entreprise, mais cela requiert des coûts importants. Nous pouvons par exemple installer des équipements qui nous permettraient de « craquer » le résidu atmosphérique et obtenir davantage de produits nobles pour couvrir le marché local. Mais bien évidemment, cela coûte très cher, autour de 200 milliards de francs CFA. Nous pouvons également installer une unité de désulfuration pour améliorer la qualité de notre gasoil. Vous savez qu'il y a des spécifications internationales et à ce niveau nous sommes aux normes pour l'AFRI-2, alors que pour l'AFRI-3, où il faudrait descendre en dessous de 500 ppm, c'est beaucoup plus délicat. En Europe, la norme est de 10 ppm, ce que nous n'atteindrons jamais, du moins pas avec les installations actuelles. Je crois que c'est d'ailleurs l'une des raisons qui a conduit à la décision de la construction d'une nouvelle raffinerie par les autorités de la République. Certes nous continuerons à produire, mais cela deviendra de plus en plus coûteux, et



Pierre Reteno N'Diaye,
le directeur général
de la Sogara.

à terme la société ne sera plus rentable. Car les équipements sont vieillissants, la maintenance devient de plus en plus chère et nous sommes limités en termes de production nationale car nous continuons à importer. Sur ce plan, nous sommes à la merci des prix du marché international, sans compter que l'approvisionnement de l'extérieur devient très délicat en matière de sécurisation, à cause notamment du phénomène grandissant de la piraterie dans le golfe de Guinée.

Qu'à cela ne tienne, la Sogara a tout de même un avenir. Compte tenu de la faiblesse de notre production, nous nous sommes engagés dans une politique visant à augmenter notre capacité de traitement actuelle. Nous menons actuellement deux études qui permettraient, si elles aboutissaient, de porter notre production autour de 1,4 à 1,5 million de tonnes. Ce qui nous permettrait aisément de couvrir le marché national et d'amortir nos charges.

Tourner avec deux raffineries est possible,

en ce sens que l'une serait tournée vers la production locale et l'autre vers l'exportation. Mais ce n'est pas une formule d'optimisation des ressources humaines, financières ou en capital. Il n'y a pas de places pour deux raffineries. Par contre, il pourrait y avoir de la place pour une raffinerie moderne équipée de nouvelles technologies qui couvrirait le marché national, et produisant plus, destineraient ses excédents de production à l'exportation. L'avantage d'avoir une raffinerie moderne est qu'elle répondrait non seulement aux nouvelles spécifications internationales en termes de qualité des produits comme le gasoil ou l'essence, mais elle couvrirait aussi en totalité la demande nationale.

La Sogara est un acteur majeur dans l'industrie gabonaise car elle est la seule dans le secteur du raffinage. En termes de valeur ajoutée, au niveau des ressources humaines, nous sommes à 293 employés mais en faisons travailler plus de 600 avec la sous-traitance. Nous avons également un poids important en termes de fiscalité et sommes un contributeur de taille dans les caisses de l'Etat. En termes de développement durable, nous sommes à un niveau de compétence assez élevé. Sur 293 employés, seulement 3 sont expatriés. Et du point de vue des pouvoirs publics, la raffinerie revêt une dimension sociale en plus de sa dimension économique, car il faut s'assurer que les produits sont à la disposition des populations à des prix abordables. Il y a également des éléments de sécurité et de souveraineté car il y a dépendance en énergie de l'Etat vis-à-vis d'un producteur. C'est un élément primordial car vous n'êtes pas sans ignorer que le développement économique passe la disponibilité de l'énergie.

Selon nos objectifs, comme je l'ai signifié au personnel, nous serons dans le paysage industriel jusqu'en 2015. Je leur ai également dit que nous avons de l'avenir jusqu'en 2020. Pourquoi cet horizon ? Eh bien à cause des spécifications internationales auxquelles nous ne pouvons répondre sans investissements. Or ces investissements ne se justifient plus s'ils représentent 50% de la réalisation d'une raffinerie moderne.

Les effectifs actuels sont plus ou moins prêts à investir le nouveau site. Nous attendons simplement le plan qui sera mis en place par les autorités, mais il faudra compter au moins deux ans pour finir les études

Suite p. 21



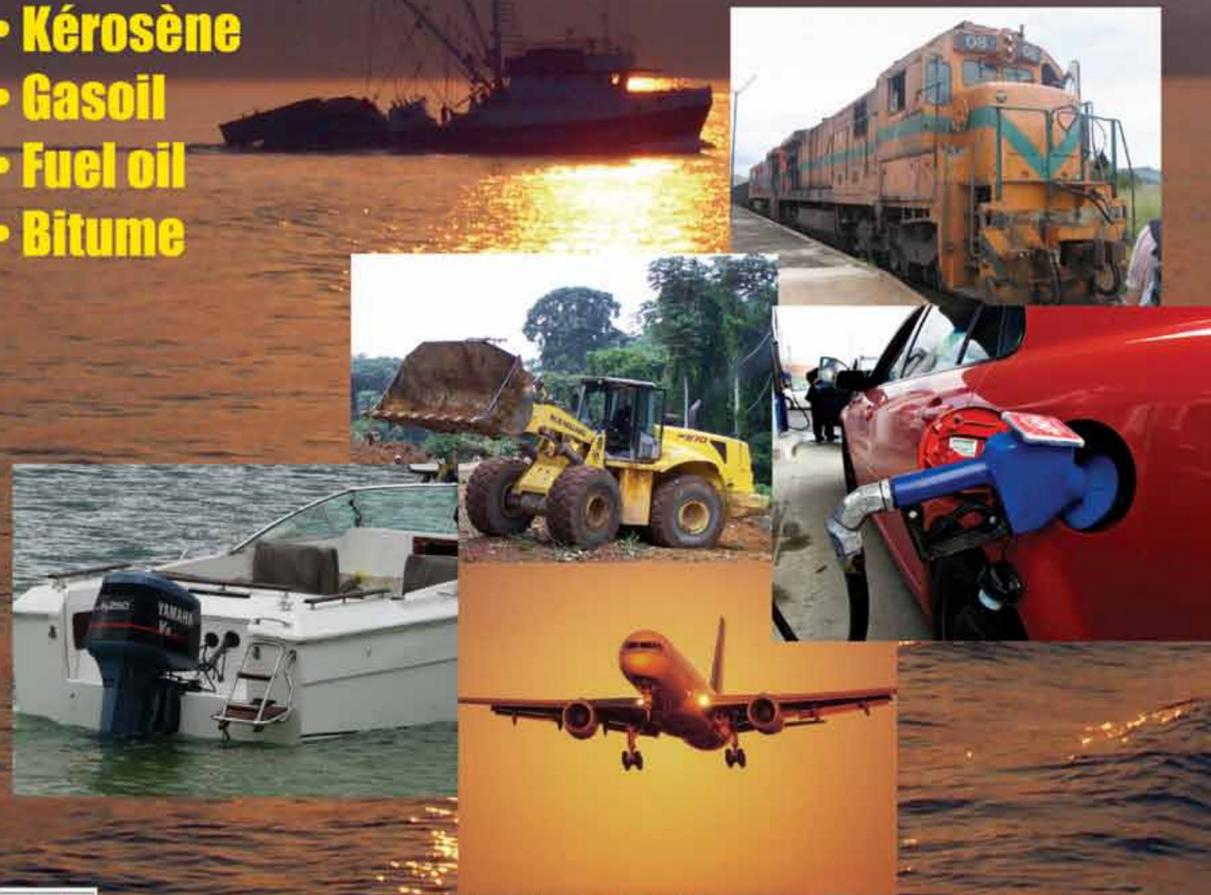
SOCIÉTÉ GABONAISE DE RAFFINAGE

Membre fondateur de l'Association des Raffineurs Africains

LE TÉMOIGNAGE DE L'ESSOR INDUSTRIEL DU GABON

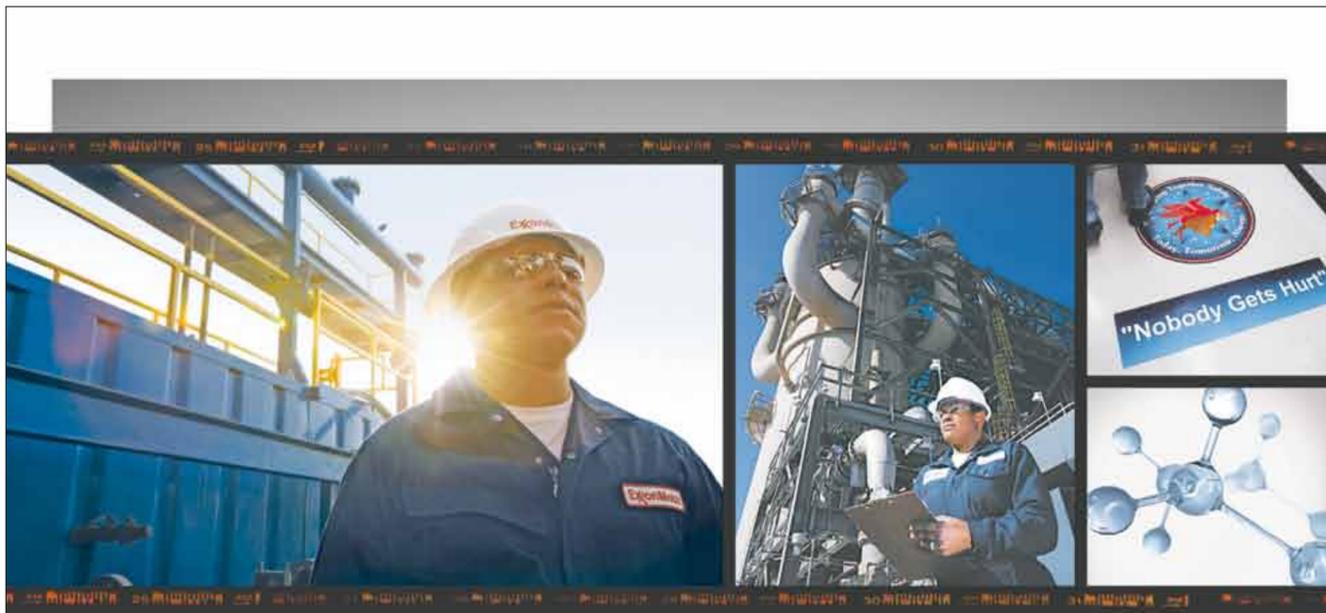
Produits finis fabriqués

- Butane
- Essence sans plomb
- Kérosène
- Gasoil
- Fuel oil
- Bitume



BP 530 Port-Gentil (Gabon)

Tél. (241) 56 30 00 / 01 - 56 36 52 / 53 - Fax (241) 56 32 18 - 55 15 28



L' énergie dont le monde a besoin. La sécurité que le monde exige.

Chez ExxonMobil, nous nous appliquons à la production d'une énergie sûre et responsable grâce aux technologies de pointe, au respect des normes rigoureuses et à un engagement indéfectible envers les meilleures pratiques en matière de procédures de sécurité.

Chaque décision que nous prenons est guidée par notre système de gestion de l'intégrité des opérations (Operations Integrity Management System, OIMS). Il est composé de 11 éléments distincts qui mesurent et réduisent les risques en matière de sécurité, de sûreté, de santé et les risques liés à la pollution pour les personnes, pour l'environnement et pour les communautés au sein desquelles nous opérons dans le monde.

Le seuil de zéro incident n'est pas encore atteint, mais nous avons fait des progrès significatifs. Nous n'aurons de cesse de poursuivre cet objectif. Tel est notre engagement.

En savoir plus sur notre travail sur exxonmobil.com

ExxonMobil

Nous relevons les grands défis de l'énergie.™

Dossier

du projet avant d'amorcer sa construction. Cela nous laisse assez de temps pour parfaire la formation du personnel, qui aura l'obligation d'être bilingue, à cause de nos futurs collaborateurs coréens. Il faut souligner que le décalage technologique entre les deux raffineries n'est pas énorme. Certes, la nouvelle structure sera entièrement automatisée, mais nous utilisons déjà ces technologies à la Sogara. Nous sommes entièrement autonomes en matière d'électricité. Nous fonctionnons avec une turbine à gaz alimentée par le gaz de Total Gabon. Et au cas où celle-ci tombait en panne, la Sogara dispose de quatre groupes électrogènes d'une capacité de 4 000 kilowatts installée.

Quels sont les défis du raffinage en Afrique ?

Il y a actuellement une surcapacité de produits pétroliers en Afrique, qui tire son origine des comportements des pays comme les Etats-Unis ou ceux de l'Europe où, compte tenu de la cherté des produits, des gens trouvent des voies alternatives pour réduire la fracture énergétique. Nous avons donc constaté qu'à l'époque du boom pétrolier, plusieurs raffineries ont

été créées de par le monde pour des raisons économiques, mais aussi politiques, liées à la souveraineté des Etats. Aujourd'hui, en Afrique, il y a de la place pour certaines raffineries performantes car le continent est en pleine croissance, en moyenne de 5 à 8%. Et dans les années à venir, les prévisions font état d'une croissance à deux chiffres. Et donc sur certains produits, il y a une forte demande. Pour le bitume par exemple, les raffineries africaines ne peuvent pas couvrir la demande du continent, où les pays se pressent à combler le retard accusé en matière d'infrastructures routières. Le vrai défi, qui est celui de l'Afrique en général, serait en fait qu'il y ait un plan directeur commun. L'établissement d'un plan directeur commun africain du raffinage permettrait non seulement de satisfaire la demande régionale dans tous les produits, mais aussi de faire baisser les coûts par la spécialisation de certaines raffineries. A l'origine, la Sogara devait alimenter toute la sous-région, mais aujourd'hui vous constatez que chaque pays producteur dispose de sa propre raffinerie.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOHANN FREIXAS



Le siège de la Sogara, à Port-Gentil.

Economie+ Gabon



Le périodique des dirigeants et leaders d'opinion

Publicité : Aro RANDRIANARIVO
Tél : 04 22 51 22
economiegabonplus@gmail.com



50 ANS EN AFRIQUE ÇA SE FÊTE !
Pour vous **REMERCIER** de votre **FIDÉLITÉ**, **TOYOTA** vous offre
des TARIFS EXCEPTIONNELS*



*3 ans ou 100 000 km le premier atteint, pour tout véhicule entretenu par TOYOTA GABON

TOYOTA GABON Libreville - B.P. 31 - Tél. : 07 08 26 04 / 06 22 05 69
Fax : 00 33 1 73 76 95 39 - E-mail : toyota.gabon@groupe-sogafric.com - www.toyotagabon.com



LE NOUVEAU CYCLE PRÉPARATOIRE DE BBS

Une ambition d'excellence



Dès la rentrée de septembre prochain, BGFI Business School va lancer sur le marché une nouvelle offre de formation, le cycle préparatoire pour licence et master. Ce programme, conçu davantage pour les bacheliers, vise à révéler et développer leur potentiel afin de faciliter leur intégration dans les cycles phares de BBS.

BGFI Business School va ouvrir dès l'année académique prochaine un cycle préparatoire pour intégrer le cycle de licences professionnelles, ou celui du master management global. Une nouvelle offre de formation qui va élargir son champ d'expertise, axé jusque-là sur les métiers de la banque, et repositionner l'école dans le champ global du management, socle de la vocation de toute business school. L'objectif de ce cycle est de servir de terrain pour former de brillants sujets, aptes à intégrer les licences professionnelles ou le master de BBS ; une école qui se positionne comme l'une des meilleures dans ce segment de formation en Afrique centrale.

Un élargissement des conditions d'accès

Jusqu'ici, pour prétendre intégrer cette prestigieuse école, les candidats devaient être titulaires d'un diplôme bac +3 pour la licence et bac +4 ou bac +5 pour le master. Or, cette sélection très nivelée vers le haut écartait d'office de nombreux bacheliers et titulaires d'un diplôme bac +2. Cette tranche étudiante représente pourtant un vaste vivier de jeunes, avec des sujets talentueux et potentiellement intéressés par les offres de formation de BBS. Un constat qui justifiait l'ouverture ce cycle préparatoire à partir de la rentrée de septembre. En effet, celui-ci est dorénavant ouvert à tous les détenteurs d'un baccalau-

réat – toutes séries confondues, du Gabon, de la sous-région –, ainsi qu'à tous ceux qui désirent acquérir en Afrique une formation d'excellence en management (de trois ou cinq ans). Une formation de qualité comparable à celle dispensée en Europe ou dans les pays anglo-saxons, affirme la directrice ce programme, Madame Guilhène Maratier-Declety.

L'objectif de ce cycle est de donner aux étudiants post-bac un socle de connaissances fondamentales dans les disciplines de base des sciences de gestion. Cette acquisition se fera à travers l'apprentissage des principaux outils et langages appropriés pour intégrer des formations de management de haut niveau ; la maîtrise des savoirs fondamentaux dans les sciences de gestion ; ainsi que l'approfondissement de deux langues étrangères, à savoir l'anglais et l'espagnol.

Une direction et un corps enseignant de haut niveau

Pour s'assurer de la qualité de cette nouvelle offre de formation, le BBS a confié la direction de son cycle préparatoire licence et master à Madame Guilhène Maratier-Declety, qui possède une expertise avérée en la matière. En effet, cette dernière a fait

l'essentiel de sa carrière à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, en tant que directrice à HEC, à ESCP Europe et en assumant la direction des relations internationales de l'enseignement.

Selon Madame Maratier-Declety, l'un des avantages comparatifs de cette nouvelle filière de BBS est sans doute son ancrage sur le modèle de grandes écoles et universités françaises, lequel lui apporte une ouverture à la fois internationale, culturelle et professionnelle.

L'arrivée des professeurs et experts internationaux qui vont animer ce programme va permettre en effet à l'école de coller aux standards internationaux. Il convient de préciser que l'équipe pédagogique,

composée d'enseignants des universités et de professionnels de haut vol, diplômés des meilleures universités, est placée sous l'autorité scientifique de Dominique Roux, professeur émérite à l'université de Paris-Dauphine. Par ailleurs, l'ensemble des enseignements s'inscrivent dans la modernité en abordant les enjeux et les grandes questions qui se posent aux sociétés contemporaines. Une approche qui devrait permettre aux étudiants d'acquérir une bonne maîtrise des savoirs professionnels fondamentaux.

Des contenus pédagogiques très étoffés

Pour espérer traduire dans les faits cet avantage, la direction pédagogique a conçu un programme approprié pour intégrer le cycle licence ou celui qui conduit au master. Le programme de la première année est organisé en 466 heures de cours, sur la base de 17 heures de cours par semaine. Les enseignements sont axés sur la méthodologie, l'expression orale et écrite, le raisonnement économique, les sciences politiques, la connaissance de l'environnement national et international, le raisonnement juridique, l'introduction à la gestion, la culture générale, le raisonnement mathématique, statistique, informatique, les conférences, l'anglais et l'espagnol. La deuxième année comprend 430 heures de cours à raison, là aussi, de 17 heures de cours par semaine. Outre l'anglais et l'espagnol, les enseignements portent sur l'histoire contemporaine, la connaissance de grandes institutions internationales, la micro-économie approfondie, la sociologie, la comptabilité, le marketing, le média-training, la finance, l'informatique, les conférences et un stage en entreprise. Au regard de la qualité des enseignements qu'elle propose et des opportunités qu'elle suggère, il y a fort à parier que cette nouvelle offre de formation séduise de nombreux bacheliers, du Gabon, de la sous-région mais aussi des autres sous-régions africaines.

ANTOINE ONO EHITA

MASTER MANAGEMENT GLOBAL

UNE FORMATION
D'EXCELLENCE ACADEMIQUE

Le Master Management Global forme en trois années intégrées, des gestionnaires de très haut niveau, maîtrisant les méthodes les plus performantes utilisées pour la gestion des entreprises.

Ce Master 2 est un diplôme de niveau Bac+5 qui permet aux étudiants d'acquérir une solide formation tant théorique que pratique.

Pour plus de renseignements, contactez-nous à l'adresse suivante : contact-bbs@bgfi.com

CALENDRIER :

8 juin : Date limite de dépôt du dossier de candidature.

Le dossier de candidature peut être retiré au Secrétariat de BBS à Libreville (Gabon) ou téléchargé sur le site Internet : www.bbs-business-school.com

Le dossier complet devra être soit déposé au Secrétariat de BBS ou envoyé à BBS par voie postale : Boulevard de l'Indépendance, B.P. : 25172, Quartier Glass Libreville.

18 juin : Épreuves écrites.

25 au 29 juin : Entretien d'admission individuel.

30 juin : Publication des résultats.

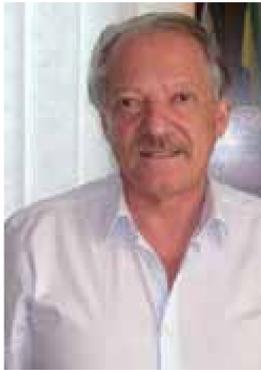
Octobre : Rentrée universitaire.

BBS,
Établissement Privé d'Enseignement Supérieur Reconnu par l'État
Boulevard de l'Indépendance B.P. : 25172, Quartier Glass - Libreville
Tél. : 00 241 76 90 33/34 - Fax : 00 241 76 90 35
www.bbs-business-school.com

BBS
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ
D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

SOCOBA-EDTPL

UNE EXPERIENCE AU SERVICE DE L'EMERGENCE



Depuis près de 50 ans, SOCOBA-EDTPL, première entreprise gabonaise de BTP, a largement démontré son savoir faire en matière de construction de bâtiments traditionnels, d'édifices prestigieux et de bâtiments industriels, mettant son expérience au service de l'industrie. Au cours de sa longue expérience, SOCOBA-EDTPL a également pu développer son expertise dans la construction de routes revêtues, de voiries urbaines, de pistes d'aérodrome, de ports, ou encore de productions de matériaux, s'érigeant en chef de file de l'amélioration des infrastructures du pays, et partant du développement socio-économique du Gabon. A la tête de l'entreprise depuis une trentaine d'années, monsieur Jean Claude Baloché, ingénieur des Travaux Publics, revient sur les coulisses d'un succès entrepreneurial, au service de l'émergence économique du pays.



Directeur Général de SOCOBA-EDTPL depuis 1981, Jean Claude Baloché est ingénieur des Travaux Publics de formation. Il a travaillé en Algérie sur des travaux de Bâtiments et dans le sud du pays. Il était par ailleurs Directeur Général de l'entreprise Jean Lefèvre au Sénégal pendant 27 ans.

SOCOBA-EDTPL est l'une des entreprises pionnières dans le secteur BTP au Gabon. Pouvez vous nous présenter votre valeur ajoutée, votre savoir-faire ?

« Plus on prend de l'âge, plus on accumule de l'expérience. Notre entreprise SOCOBA-EDTPL a près de 50 années de présence au Gabon. Durant ces années, nous nous sommes renforcés à plusieurs niveaux. Aujourd'hui, SOCOBA-EDTPL, c'est la qualité de son matériel de travail, la qualité de ses réalisations et la qualité de son personnel. Nous avons réalisés des investissements importants pour renforcer et moderniser notre matériel de travail, qui aujourd'hui est de qualité.

Au chapitre de toutes nos réalisations, nous détenons la certification ISO 9001 version 2008, et ce depuis l'année 2004. Cette certification est une norme qui donne un gage de qualité à l'ensemble des activités de notre entreprise. Cette norme s'applique à tous les niveaux de nos réalisations relatives aux métiers du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) : carrière, laboratoire, matériaux utilisés, la conception des projets et bien d'autres. ISO-9001 version 2008 est la meilleure certification que l'on puisse avoir au niveau international dans nos domaines d'activités. Nous sommes soumis à un suivi de cette norme tous les ans, et le renouvellement s'opère tous les cinq ans. Vous imaginez bien que pour parvenir à cette qualité pour nos réalisations, il faut forcément avoir un personnel de qualité. C'est

l'autre atout de notre entreprise. Notre personnel est composé à 97% de Gabonais. Et au niveau du service qualité, nous avons une section formation. Il existe deux types de formation : des modules dispensés en interne au personnel d'exécution notamment les mécaniciens, les maçons, les menuisiers et tous les ouvriers exerçant sur les chantiers. L'autre volet de cette formation concerne les agents que nous envoyons à l'extérieur du pays. Côté sécurité de notre personnel, nous accentuons nos sessions de formation en collaboration avec les pompiers de Libreville. En interne, nous avons des réunions régulières pour accentuer la formation sur le volet sécuritaire. Un petit journal trimestriel relatif aux formations en matière de sécurité au travail est remis à chaque employé avec sa fiche de paie. Et tous les ans, nous publions une note sur les objectifs de l'entreprise en matière de sécurité et de formation.

Les compétences humaines sont donc au cœur de votre expertise. Pouvez vous nous présenter la politique de SOCOBA-EDTPL en matière de formation du personnel ?

Au niveau des embauches, notre entreprise cherche des jeunes diplômés, mais qualifiés. Dans la vision de préparer également la relève de notre personnel, afin que notre entreprise reste toujours compétitive, nous avons noué un partenariat depuis de longues années avec le Lycée National Léon Mba dans son projet de classes préparatoires. En quoi

consiste ce projet : il s'agit de recenser les meilleurs élèves ayant obtenu leur baccalauréat dans les séries scientifiques. Ces élèves passent deux années de formation au sein du lycée National Léon Mba en classe préparatoire. A l'issue de ces deux années de formation, ces jeunes passent un examen de l'étranger. Parmi les admis à cet examen, nous nous intéressons à ceux ayant choisis nos secteurs d'activités (BTP). Puisque par la suite, ils intègrent les grandes écoles à l'étranger, à l'instar de l'Ecole spéciale des Travaux Publics à Paris, dont je suis moi-même issu.

Pour leur intégration dans ces grandes écoles, nous les aidons à payer le complément des Bourses et Stages pour leur frais d'écologie. D'autres part, nous les aidons à assumer leurs frais domestiques (logements, nutrition, etc.). En contrepartie, ils devront nous donner l'assurance qu'une fois la formation terminée dans ces grandes écoles à l'étranger, ils retourneront au Gabon pour travailler au sein de notre entreprise. Cette initiative a un double avantage, car nous avons remarqué que beaucoup de jeunes étudiants africains préfèrent rester à l'étranger après leurs études ou formations. Ces choix ne contribuent pas à l'émergence des économies de leurs pays d'origine. Pour le cas du Gabon, les statistiques de l'année dernière révèlent un taux de retour des étudiants situé autour de 20%. La grande majorité des étudiants préfèrent des postes à l'étranger. A travers cette initiative, nous contribuons non seulement à leurs formations, mais nous leur garantissons un em-

Nous avons rénové le stade d'entraînement de Bongoville, d'une capacité de 2500 places. Tout y a été refait : l'aire de jeu, les bâtiments, la piste, etc. Nous avons effectué la réhabilitation intégrale de l'Hôtel Léconi Palace (Hôtel que nous avons construit en 1985). Nous l'avons réhabilité en 6 mois. Les travaux ont démarré au mois de Juin et l'ouverture s'est fait en début janvier dernier 2012.

Nous avons réalisé la première phase de modernisation de l'Aéroport de Mvengue à Franceville, c'est à dire la totalité de l'aérogare, et la remise en état du parking véhicule extérieur. Au courant de cette année 2012, nous aurons renforcer la fin de notre marché, c'est à dire le renforcement total de la piste d'aviation ; un nouveau parking sur 12 400 m2 en face du futur pavillon présidentiel et le renforcement du parking avion actuel.

Nous avons également réalisé une partie des voiries de la CAN 2012 sur l'ensemble du Haut-Ogooué, c'est à dire Franceville, la liaison Franceville - Moanda - Bongoville - N'Gouoni. Voilà énumérés les chantiers que nous avons réalisés dans le Haut-Ogooué.

Pour ce qui est de Libreville, toujours dans le cadre des travaux liés à la CAN 2012, nous avons réalisé le parking du Stade d'Angondjé sur près de 40 000 m2 ; D'autres part nous avons réalisé des travaux pas directement liés à la CAN 2012 notamment les ponts des 3 échangeurs de IAI, Nzeng-Ayong et Charbonnages. ces ponts ont été ouverts à la circulation le 20 janvier 2012.

Je voudrais rassurer tous ceux qui affichent cette inquiétude: ce problème n'a et n'aura aucune incidence négative sur les ouvrages réalisés à IAI. Mais avec un simple curage, tout irait beaucoup mieux.

En parallèle des trois ponts et échangeurs déjà réalisés, il en reste un autre pour les carrefours Sogatol et Fopi. Il s'agit là de deux carrefours rapprochés pour un seul échangeur avec un grand giratoire à l'extérieur de la voie. Les travaux de cet échangeur devraient démarrer dès la fin des finitions sur les 3 ponts des échangeurs IAI, Nzeng-Ayong et Charbonnages.

Pour finir, à l'endroit de notre personnel, je voudrais transmettre mes félicitations pour leur entière participation à la réalisation des ouvrages qui nous sont confiés. Je profite de cette tribune pour leur renouveler ma confiance et les encourager à persévérer et à viser l'excellence chacun dans son secteur d'activité. A l'endroit des autorités, je leur témoigne ma gratitude pour la confiance accordée à notre entreprise qui - durant près de 50 ans - accompagne leurs initiatives de développement des infrastructures du pays. SOCOBA-EDTPL est une entreprise située au cœur de l'émergence pour deux raisons : Nous sommes une entreprise gabonaise qui privilégie l'emploi et la formation des Gabonais. D'autres part, l'acquisition de la certification ISO 9001 version 2008 est un gage de qualité pour toutes nos prestations relatives aux métiers du BTP ».



ploi stable dès leur retour au pays. Voilà sur quoi se repose notre stratégie visant à assurer la relève de notre personnel qui - je vous le rappelle - est constitué à 97% de Gabonais.

Plusieurs chantiers d'envergure relatifs à l'organisation au Gabon de la Coupe d'Afrique des Nations 2012 ont été confiés à SOCOBA-EDTPL. Quelles ont été ces différentes réalisations ?

En ce qui concerne exclusivement la CAN 2012, les chantiers confiés à SOCOBA-EDTPL sont essentiellement concentrés dans la province du Haut-Ogooué. Nous avons réhabilité et agrandi le stade Rénovation de Franceville : il est passé à un peu plus de 20 000 places assises, avec une aire de jeu, des parkings, une tribune présidentielle, une tribune réservée aux journalistes et bien d'autres infrastructures.

Pendant, il reste des travaux de finitions qui comprennent : l'achèvement des couches de revêtement ; l'installation des glissières de sécurité sur les ouvrages ; l'éclairage des ouvrages ; les travaux de finitions des parties au sol, c'est à dire des îlots directionnels des véhicules et des passages piétons. De façon pratique, tous ces travaux de finitions peuvent se faire en deux mois maximum. Mais en attendant ces finitions, les ponts sont ouverts à la circulation. Les essais de charges étant bientôt terminés, l'ouverture des ponts aux poids lourds sera décidée par les autorités.

Pour répondre aux rumeurs qui prétendent que le pont de l'échangeur d'IAI pourrait se fragiliser en raison des eaux usées qui stagnent autour de l'ouvrage, il faut remarquer qu'il y a beaucoup d'ordures ménagères jetées dans les cours d'eaux avoisinants. La seule solution à ce problème, c'est



SOCOBA - EDTPL

Capacités et Réalisations remarquables

De nombreux édifices et réalisations remarquables sont à mettre à l'actif de SOCOBA-EDTPL. Notamment la rénovation du Palais présidentiel, l'élévation du nouveau siège de la BEAC, la réalisation de la voie expresso à Libreville et Owendo, la construction de la route reliant Moanda à Bakoumba, l'aérodrome de la COMILOG à Moanda ou encore la nouvelle Université de Port-Gentil. La réalisation de ces ouvrages a notamment été rendue possible par la diversification opérée au sein de

l'entreprise, permettant une large autonomie et une maîtrise optimale de la réalisation des chantiers :

- la carrière et la station de concassage fournissent les agrégats utiles pour le gros œuvre et les travaux de chaussée,

- l'atelier mécanique gère le parc matériel, les centrales à béton ainsi que les centrales d'enrobés,

- l'atelier de préfabrication pour la réalisation en série d'ouvrages de génie civil (buses, caniveaux, bordures, etc.),

- la menuiserie capable de réaliser charpentes et coffrages mais aussi de l'ébénisterie de qualité,

- le laboratoire, équipé aussi bien pour les essais routiers que ceux du génie civil.



Le défi de la qualité

Le stade de l'Amitié sino-gabonaise d'Angondjé, emblématique de la réussite des constructions qui ont permis l'organisation de la CAN 2012.

Au cours des années 2000, le BTP gabonais a traversé une crise importante. Pour les opérateurs de ce secteur, celle-ci s'est parfois traduite des errements qui ont terni leur image de marque. Mais malgré ce contexte défavorable, la réussite des entreprises adjudicataires des chantiers de la Coupe d'Afrique des nations signe un véritable retour en grâce. Une réussite due en grande partie à l'Agence nationale des grands travaux (ANGT). Retour sur ses prérogatives.

Non-respect des délais de livraison, chantiers inachevés ou non exécutés alors que les fonds ont été décaissés, qualité douteuse des infrastructures réalisées, etc. La liste est longue pour caractériser les maux dont a souffert le secteur BTP ces dernières années. Cette mauvaise réputation a certainement atteint son apogée de 2002 à 2009, avec la gabegie observée lors des fêtes tournantes où plus de 300 milliards de francs CFA avaient été déboursés pour doter l'ensemble des provinces en infrastructures de base. Malheureusement, cette initiative louable n'a jamais atteint les objectifs escomptés en raison d'un certain nombre de manquements déontologiques. Au point qu'Ali Bongo a supprimé ces fêtes après son arrivée au pouvoir en octobre 2009. Un gros coup dur pour les entreprises du secteur dont les principaux marchés, à cette période, provenaient de cet ambitieux programme de développe-

ment.

Conscient du rôle important du BTP dans son plan de développement infrastructurel, le chef de l'Etat a mis en place une structure pour suivre sur le fond et la forme, la progression des grands chantiers du « Gabon émergent ». Dans ce cadre, le mois d'octobre 2010 a marqué un tournant historique pour le secteur du BTP gabonais avec la création de l'Agence nationale des grands travaux (ANGT).

Accélérer le processus d'aménagement global du territoire
Instituée par l'ordonnance 004/PR/2010 du 15 février 2010, cette structure assure la programmation, l'identification et la maîtrise d'ouvrage des grands chantiers jugés prioritaires par le chef de l'Etat. Plus précisément, elle élabore les processus et les procédures pour aider à mettre en œuvre le Plan directeur national d'infrastructure, non sans fournir des services de gestion,

y compris les processus et systèmes adaptés aux grands travaux d'infrastructures. L'ANGT fournit l'expérience et l'expertise internationale nécessaires pour respecter des normes de classe mondiale, afin d'assurer tous les prérequis en termes de sécurité, de qualité et de durabilité. Enfin, la structure travaille avec les ministères et les partenaires pour garantir la livraison des travaux dans les délais et dans le respect des budgets.

Sa création s'est révélée d'autant plus importante que le Gabon entrait alors dans la phase charnière de réalisation des chantiers retenus pour la Coupe d'Afrique des nations 2012. Mais bien au-delà, l'ANGT permettra ainsi d'accélérer le processus d'aménagement global du territoire ainsi

que le suivi, l'exécution et le contrôle des travaux et projets en cours. D'ailleurs, le président avait d'ailleurs rappelé aux responsables de cette structure leur mission de promotion et d'exécution des chantiers prioritaires, avec rigueur,

Conscient du rôle du BTP, le chef de l'Etat a mis en place une structure amenée à suivre les grands chantiers du « Gabon émergent ».

professionnalisme, et dans le respect des délais impartis. « L'argent du contribuable doit désormais être correctement dépensé pour le développement du pays. 100% de paiements doivent correspondre à 100% de travaux réalisés dans les respects des normes internationales, car il n'y a pas de normes pour les pays développés et d'autres pour les pays sous-développés », avait ainsi souligné le président Ali Bongo à l'occasion du premier conseil extraordinaire de l'ANGT, le 16 octobre 2010.



Beaufort
LAGER BEER
EXTRA QUALITY BEER

Beaufort
LAGER BEER

L'excellence depuis 1952

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

URAI

Pour un parc automobile écologique et économique...



Garantie et service après vente



Expertise des sociétés adhérentes et de leurs employés



Satisfaction clients, plaisir d'acheter



Disponibilité des stocks et rapidité de livraison



Financements et démarches administratives simplifiés

...Choisissez la qualité d'un concessionnaire du réseau de l'Union des Représentations Automobiles et Industrielles

CFAO MOTORS GABON

GABON SPRINT

Gaspare

KIA KIA GABON

SIVVA

sodim tp

TOYOTA GABON

TRACTAFRIC MOTORS Gabon

A Tractaftric Motors Corporation Company

C'est la garantie de s'adresser à des professionnels responsables vous garantissant le meilleur service, les meilleurs produits et la meilleure expertise dans le respect de la législation gabonaise.



A terme, des cadres gabonais en nombre

Avec la mise en place de cette administration, c'est donc une nouvelle ère qui s'est amorcée à divers niveaux. « Dans les mois à venir, le Gabon sera en plein chantier car l'Etat s'est engagé à mettre beaucoup de ressources dans le budget d'investissement dont 60% vont concerner les infrastructures », avait alors indiqué le chef de l'Etat. La gestion de l'agence a été confiée dans un premier temps à des professionnels qui ont fait leurs preuves dans des pays dont le niveau de développement est mondialement reconnu. Par la suite, les Gabonais, dont plusieurs cadres de la diaspora, seront formés pour prendre le relais et gérer eux-mêmes cet outil indispensable au développement du pays. Pour mener à bien ce projet, le pays s'est attaché récemment le partenariat et l'expertise de Bechtel, la première entreprise américaine de travaux publics, avec laquelle il a signé un impor-

tant accord d'assistance septembre 2010. **2012-2016, une grande phase de développement des infrastructures** Plus d'un an après la mise en création de l'ANGT, quel bilan peut-on dresser des activités de l'ANGT ? Bien évidemment, les regards sont immédiatement tournés vers les chantiers de la CAN 2012, dont la qualité, jusqu'ici, ne souffre d'aucune contestation. Notamment les stades de compétition et les trois échangeurs flamboyants de Libreville, pour ne citer qu'eux. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le président Ali Bongo, qui veut s'inspirer de la célérité et du dynamisme constaté lors de la préparation des chantiers, a annoncé en février dernier la mise en place d'un plan national de développement des infrastructures durant la période 2012-2016. « Ce sont environ 12 000 milliards de francs CFA d'investissements à mobiliser et à injecter dans les cinq prochaines années si nous voulons que le Gabon s'engage sur la rampe de l'émergence », a déclaré le chef de l'Etat. « 2012 sera dans ce cadre une période charnière de préparation et de lancement. Je veillerai avec détermination à la mise en œuvre effective de cet ambitieux programme. La CAN a été une expérience qui a prouvé que nous pouvions fédérer les savoir-faire, les énergies avec un rythme soutenu dans l'exécution selon les règles de l'art de projets structurants et durables », a-t-il fait remarquer. Des attentes qui seront soumises au contrôle permanent de l'ANGT, garant la programmation, de l'identification et de la maîtrise d'ouvrage de ces grands chantiers jugés prioritaires.

Optimiser la gestion des fonds publics

Par ailleurs, l'appareil d'Etat s'est aussi restructuré pour éviter les gabegies ob-

servées au niveau de la dilapidation des dépenses publiques. C'est dans ce cadre que la Direction générale du contrôle des ressources et des charges publiques (DG-CRCP) a été mise en place, en remplacement de la Direction générale du contrôle financier (DGCF), pour optimiser la gestion des deniers publics. Alors que l'ancien service ne se cantonnait globalement qu'à vérifier la conformité « comptable » de la dépense publique, cette nouvelle instance met en place un contrôle en amont et en aval des dépenses de l'Etat. La DGCRCP a en effet désormais mandat pour contrôler le bien-

fondé d'une dépense publique en amont, et la livraison effective et conforme en aval avant le solde de la facture. A ce titre, la DGCRCP a été mandatée pour le contrôle budgétaire, le contrôle de la réalité du service effectué, ainsi que certaines vérifications spécifiques comme des audits, des évaluations des risques, etc. Elle réalise également des audits de performances. L'objectif qui consiste à se doter des standards propres aux pays émergents se trouve renforcé par un tel arsenal. Le Gabon espérant accéder à ce rang à l'horizon 2025.

WILLIAM IVALA



ALDO

FOOTWEAR & ACCESSORIES

G.C MBOLO, LIBREVILLE - BOULEVARD TRIOMPHAL - TEL: 72.61.19/13

Agence nationale des grands travaux

« Soutenir les engagements de développement durable et de transparence »

Après les réformes des méthodes d'attribution des marchés publics, les autorités gabonaises ont décidé de prendre le taureau par les cornes en initiant un partenariat public/privé avec le leader mondial du BTP, Bechtel Incorporation, pour la création de l'Agence nationale des grands travaux (ANGT). Entretien avec son directeur général, Henri Ohayon.



public. Quel constat tirez-vous de cette situation ? L'ANGT a-t-elle également vocation à assurer le décaissement dans les délais des fonds destinés à la réalisation des ouvrages commandés ?
En sa qualité de maître d'ouvrage délégué, l'agence supervise la construction et certifie la conformité de l'ouvrage pour le compte du maître d'ouvrage (ministère responsable du projet). Elle a la responsabilité de garantir la livraison d'infrastructures répondant aux normes internationales de qualité, de sécurité et

de protection de l'environnement. Cette phase permet d'entamer le processus de décaissement des fonds par le Trésor public. Il faut noter que tout retard dans le déroulement de la première phase entraînera par ricochet un retard de paiement. Néanmoins l'agence s'est vu affecter par le Trésor public, dans ses locaux, un département en charge du paiement des factures afin de limiter les déplacements et d'accélérer ce processus.

PROPOS RECUEILLIS PAR JOHANN FREIXAS



Pouvez-vous revenir pour nous sur le rôle et les missions dévolues à l'ANGT ?
L'Agence nationale des grands travaux (ANGT) soutient la République gabonaise dans la planification et l'identification des grands projets d'infrastructures considérés comme prioritaires par le gouvernement, notamment dans les secteurs des transports, de l'habitat, des installations publiques, du tourisme, de l'éducation, de la santé, des ports et autres infrastructures majeures. Elle a été établie afin de conseiller et d'assurer le contrôle et l'exécution des activités en tant que maître d'ouvrage délégué. L'agence assure pour le compte des différents ministères la supervision et le contrôle des travaux.

L'ANGT a pour mission d'exécuter des projets à valeur ajoutée, de parachever les projets existants et de réaliser de nouveaux projets dans les délais et avec le budget convenu. Ses activités soutiennent les engagements du gouvernement du Gabon en matière de développement durable de son économie et la transparence au niveau des coûts.

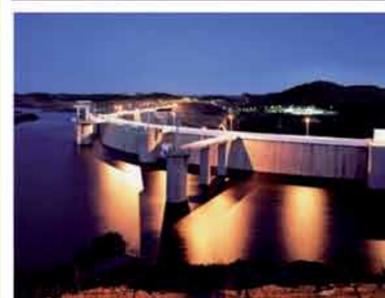
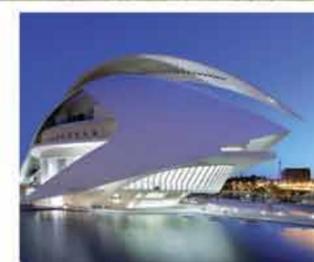
La création de l'ANGT a été notamment annoncée pour contrôler le suivi des chantiers de la CAN 2012 afin de garantir la bonne tenue de l'événement, qui a connu un franc succès. Quelles ont été les difficultés rencontrées sur le terrain, et comment les avez-vous surmontées ?
L'organisation d'un événement majeur tel que la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2012) n'est pas chose facile. Mais grâce à l'implication de tous, le Gabon a organisé avec succès la CAN 2012 et il a reçu, avec son homologue équato-guinéen, les félicitations de la Confédération africaine de football (CAF). L'ANGT a supervisé la construction des infrastructures liées à la CAN, à savoir deux stades de compétition, cinq stades d'entraînement et six résidences pour les délégations qui ont pris part à l'événement. Lorsque l'agence a commencé la supervision des chantiers de construction de la CAN, il y avait des retards, elle a travaillé avec les entrepreneurs, les cabinets d'études afin d'établir dans chaque cas un échéancier prenant en compte le besoin de rattraper les délais et la nécessité de fournir un travail respectant les normes internationales en matière de sécurité, de qualité et de protection de l'environnement.

L'agence a travaillé en étroite collaboration avec les fournisseurs afin de garantir les livraisons de matériel, avec les entrepreneurs en vue de respecter ces échéanciers établis en procédant à des contrôles réguliers des travaux. Ce travail de synergie avec toutes les parties prenantes a permis de livrer les infrastructures dans les délais. Permettez-moi de remercier les entreprises impliquées dans la CAN, car nous n'aurions pas pu réussir sans l'implication de tous.

Le Gabon a connu plusieurs polémiques autour de la qualité et la fiabilité des chantiers d'infrastructures réalisés dans le cadre des marchés publics. Quel est le problème de fond de cette polémique ? Comment l'ANGT parviendra-t-elle à assurer la qualité et la pérennité des ouvrages ?

L'ANGT travaille avec les entreprises adjudicatrices en vue d'établir des contrats clairement libellés, de sorte que toutes les parties s'accordent sur les éléments du contrat (les termes de références, l'échéancier et les pénalités) et sur leurs obligations. Ensuite, les ingénieurs de l'agence travaillent quotidiennement sur le site de construction avec l'entrepreneur afin de suivre l'évolution des travaux. En cas de retard noté, l'équipe pourra établir un échéancier comprenant des mesures d'atténuation. En fin du chantier, l'agence travaille avec le cabinet de contrôle identifié pour ce projet afin d'organiser la réception de l'ouvrage en deux étapes : la réception provisoire au cours de laquelle l'entreprise remet « provisoirement » les clés au maître d'ouvrage délégué et s'engage à effectuer tous les travaux de réparation décelés durant la période de garantie ; la réception définitive à la fin de la période de garantie au cours de laquelle l'entrepreneur livre officiellement les bâtiments fonctionnels et reçoit le reliquat de paiement conformément au contrat. Cette approche nous permet d'accompagner l'exécution du début à la fin des travaux et de garantir la livraison des infrastructures de qualité en respectant les délais imposés.

Les entreprises de BTP bénéficiaires des marchés publics, souvent indexées pour les délais de livraison ou la qualité des chantiers, dénoncent souvent les retards de paiement de l'administration



Acciona a construit, dans le monde et pour le développement des pays en Afrique, un grand nombre d'infrastructures (ponts, barrages, ports, routes...).

Notre pari : LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Notre souci pour le développement durable, nous a emmené, avec notre division « **Energie** », à être les premiers au monde dans le développement des parcs éoliens et dans l'installation de parcs solaires et centrales hydroélectriques. Notre division « **Eau** » est leader en traitement, épuration et dessalement d'eaux.

Boulevard Bord de mer – Immeuble le Diamant 2^{ème} étage
Libreville (Gabon) B.P 2255
Tél: 241-721335/36
www.acciona-infraestructuras.es



Coca-Cola®

Ouvre du bonheur

© Coca-Cola est une marque déposée de The Coca-Cola Company

UN MILLIARD DE RAISONS
DE CROIRE EN
AFRIQUE